

**MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DE LA
PROSPECTIVE**



BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

=====

=====

CABINET

=====

**SECRETARIAT PERMANENT
DU COMITE NATIONAL DE POLITIQUE ECONOMIQUE**

**RAPPORT DE CONVERGENCE
MACROECONOMIQUE DU BURKINA FASO
EN 2023**

Surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA

Avril 2024

SOMMAIRE

LISTES DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES	III
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	IV
RESUME.....	V
INTRODUCTION	1
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	2
1.1. Pays industrialisés.....	2
1.2. Economies émergentes et pays en développement	2
1.3. Marchés des principales matières premières et de change	4
II. CONJONCTURE NATIONALE	5
2.1. Production et prix.....	5
2.1.1 Les ressources du Produit intérieur brut	5
2.1.2 Les emplois du PIB	7
2.1.3 L'inflation.....	8
2.2. Finances publiques.....	10
2.2.1 Recettes.....	10
2.2.2 Mesures et/ou réformes fiscales	11
2.2.3 Dépenses.....	12
2.2.4 Soldes budgétaires caractéristiques et financement.....	14
2.2.5 Dette publique de l'administration centrale.....	15
2.3. Commerce extérieur.....	16
2.4. Situation de la balance des paiements.....	18
2.4.1 Compte des transactions courantes	18
2.4.2 Compte de capital.....	19
2.4.3 Compte financier.....	19
2.4.4 Solde global.....	19
2.5. Situation monétaire-marché monétaire et taux d'intérêt.....	20
2.5.1 Situation monétaire	20
2.5.2 Interventions de la BCEAO et taux d'intérêt.....	22
III. SUIVI DES INDICATEURS MACROECONOMIQUES.....	23
CONCLUSION	24
ANNEXES.....	I

LISTES DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableaux

Tableau 1 : Evolution de la croissance du PIB réel sur la période 2019 à 2023	5
Tableau 2 : Evolution des indices par fonction de consommation (en %)	8
Tableau 3 : Evolution des recettes totales et dons en 2022 et 2023 (en milliards de FCFA)	10
Tableau 4 : Évolution des dépenses entre 2022 et 2023 (en milliards de FCFA)	14
Tableau 5 : Evolution de l'encours de la dette publique de l'administration centrale (en milliards de FCFA)	15
Tableau 6 : Répartition sectorielle des encours de crédits à l'économie à fin décembre 2023	21
Tableau 7 : Récapitulatif de quelques indicateurs macroéconomiques entre 2021 et 2023 (en %)	23

Graphiques

Graphique 1 : Perspectives de croissance économique dans les grandes zones (%)	4
Graphique 2 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles.....	7
Graphique 3 : Evolution de l'inflation et de l'inflation sous-jacente en moyenne annuelle, de l'INHPC et du taux d'inflation en glissement annuel	9
Graphique 4 : Structures des composantes des dépenses et des charges en 2023.....	13
Graphique 5 : Poids des échanges commerciaux vers l'UEMOA et le RDM	17
Graphique 6 : Les principaux partenaires commerciaux intracommunautaires	18

SIGLES ET ABREVIATIONS

AEN	: Actifs Extérieurs Nets
AID	: Autres Institutions de Dépôts
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CCEG	: Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement
CPC	: Comité de Prévision et de Conjoncture
DDP	: Direction de la Dette Publique
DGB	: Direction Générale du Budget
DGD	: Direction Générale des Douanes
DGEP	: Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGTCP	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DME	: Direction des Moyennes Entreprises
FBCF	: Formation Brute de Capital Fixe
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD	: Institut National de la Statistique et de la Démographie
PIB	: Produit Intérieur Brut
PTF	: Partenaires Techniques et Financiers
RNI	: Régime Normal d'Imposition
SIAO	: Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

RESUME

En 2023, l'activité économique au niveau international s'est déroulée dans un contexte marqué par la crise russo-ukrainienne, le conflit entre Israël et la Palestine, la poursuite du resserrement monétaire et les dysfonctionnements dans les chaînes d'approvisionnement en matières premières. Au plan national, l'activité économique s'est déroulée dans un contexte caractérisé par la persistance de la crise sécuritaire et une situation socio-politique transitoire.

Dans ce contexte, l'économie s'est montrée résiliente avec une accélération de la croissance, ressortant à 3,0% en 2023 après 1,8% en 2022. Cette croissance est tirée par les secteurs tertiaire (+3,2%), primaire (2,5%) et secondaire (2,0%).

Quant à l'**inflation** en moyenne annuelle, elle a poursuivi sa tendance baissière en s'affichant à 0,7% à fin décembre 2023 après 14,1% à la même période en 2022. Cette tendance de désinflation constatée en 2023 s'explique par le processus de stabilisation des prix observé principalement au niveau de la fonction « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées ».

Au niveau des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat en 2023, s'est soldée par un besoin de financement de 832,4 milliards de FCFA, en amélioration de 450,3 milliards de FCFA sur un an (soit 6,7% du PIB contre 10,9% du PIB en 2022). En effet, les **recettes** ont été en hausse de 7,5% sur un an, en ressortant à 2 694,4 milliards de FCFA en 2023. Cependant, les **dépenses** se sont contractées de 6,9% en 2023 par rapport à 2022 en se situant à 3 526,8 milliards de FCFA. Cette baisse des dépenses en 2023 est essentiellement attribuable aux charges (-312,9 milliards de FCFA) ; les investissements ayant connu une hausse (+51,3 milliards de FCFA).

S'agissant de l'**encours de la dette publique**, il est ressorti à 6 946,3 milliards de FCFA à fin décembre 2023 en hausse de 3,1% par rapport à 2022, représentant respectivement 56,3% contre 57,3% du PIB en 2022. Le service de la dette a connu une hausse de 14,1% en 2023 pour ressortir à 1 221,1 milliards de FCFA. En pourcentage des recettes propres, le service de la dette est passé de 47,5% en 2022 à 49,0% en 2023.

Les **échanges extérieurs** se sont soldés par un déficit de la balance des paiements de 274,5 milliards en 2023 mais en amélioration après un déficit de 287,3 milliards en 2022, représentant -2,3% du PIB ces deux dernières années. En effet, le solde des transactions avec le reste du monde s'est détérioré en 2023 du fait de la dégradation de la balance des biens et services et de celle du revenu primaire, atténuée par la consolidation du solde excédentaire des revenus secondaires. Le compte de capital quant à lui, a connu une détérioration de son solde excédentaire et des entrées nettes de capitaux au titre du compte financier ont été enregistrées.

La masse monétaire a connu une contraction de 164,9 milliards (-2,9%) en revenant à 5 552,0 milliards de FCFA à fin décembre 2023 sous l'impulsion des Actifs Extérieurs Nets (AEN) (-345,8 milliards), pendant que les créances intérieures ont augmenté de 368,5 milliards. En effet, les AEN des Institutions monétaires sont ressortis à 1 626,3 milliards de FCFA à fin 2023, en repli de 17,5% alors que les créances intérieures se sont établies à 4 764,7 milliards en 2023 en progression de 368,5 milliards (+8,4%) résultant principalement de la hausse des créances sur l'économie (+206,7 milliards

soit +5,0%). **S'agissant des nouvelles mises en place de crédits**, le montant cumulé à fin décembre 2023 s'est chiffré à 1 927,3 milliards de FCFA, en contraction de 521,9 milliards de FCFA (-21,3%) sur un an.

Au titre des **conditions de banque**, le taux moyen appliqué aux crédits s'est établi à 7,6462% en 2023 en hausse de 11,3 points de base sur un an. En ce qui concerne la rémunération des dépôts, le taux moyen s'est fixé à 5,3076% en 2023 en repli de 41,8 points de base.

En 2023, le **profil des indicateurs de stabilité macroéconomique** suivis dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA affiche des évolutions relativement favorables dans l'ensemble dans un contexte de crise sécuritaire persistante. En effet, le déficit budgétaire, le taux d'inflation, le taux d'endettement, la masse salariale rapporté aux recettes fiscales se sont inscrites en baisse et le taux de pression fiscale s'est davantage consolidé.

INTRODUCTION

Le rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso en 2023 est élaboré conformément au canevas issu de la recommandation du Conseil des ministres de l'Union relative aux modalités de la poursuite de l'exercice de la surveillance multilatérale dans les Etats membres, suite à la déclaration de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement (CCEG) de l'Union du 27 avril 2020 ayant décidé de la suspension temporaire du Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité (PCSCS) entre les Etats membres de l'UEMOA. Cette déclaration vise à permettre aux Etats membres de disposer d'une marge budgétaire nécessaire pour faire face aux effets de la pandémie liée à la Covid-19.

Conformément à la recommandation n°02/2020/CM/UEMOA du 26 juin 2020 relative aux modalités de l'exercice de la surveillance multilatérale dans les Etats membres de l'UEMOA pendant la période de suspension du Pacte, les Etats membres sont invités à transmettre à la Commission un rapport trimestriel sur la situation économique et financière.

A cet effet, le présent rapport est élaboré dans le cadre de la mise en œuvre de cette recommandation du Conseil des Ministres. Les données utilisées dans le cadre de ce rapport sont : la note technique du cadrage macroéconomique de mars 2024 ; les statistiques des finances publiques et de la dette publique à fin décembre 2023, les statistiques monétaires et de la balance des paiements à fin décembre 2023.

Le rapport s'articule autour de trois points : (i) environnement international et régional, (ii) conjoncture nationale, et (iii) suivi des indicateurs macroéconomiques.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Au **niveau mondial**, l'activité économique bien qu'ayant enregistré un ralentissement s'est montrée résiliente avec un taux de croissance qui s'est établi à 3,2% en 2023 après 3,5% en 2022. Cette résilience a été soutenue par l'assouplissement de la politique budgétaire, notamment dans plusieurs grandes économies et par le ralentissement plus rapide que prévu de l'inflation.

Dans les « pays avancés », la croissance s'établit à 1,6% en 2023 après 2,6% en 2022. Dans les « pays émergents et pays en développement », elle est ressortie à 4,3% en 2023 après 4,1% en 2022.

L'inflation mondiale s'est située à 6,8% en 2023 après un niveau record de 8,7% en 2022. Dans les « pays avancés », elle s'est ralentie rapidement pour s'établir à 4,6% en 2023 après 7,3% en 2022. Dans les « pays émergents et en développement », elle a décéléré et s'affiche à 8,3% en 2023 après 9,8% en 2022.

1.1. Pays industrialisés

Aux Etats-Unis, la croissance économique a enregistré une accélération en s'affichant à 2,5% en 2023 après 1,9% en 2022, sous les effets d'une politique budgétaire plus souple conjuguée à l'amointrissement de l'effet du resserrement monétaire ; des dépenses de consommation solides et d'un marché de l'emploi toujours dynamique.

L'inflation quant à elle, s'est située à 4,1% en 2023, en décélération par rapport à 2022 où elle était à 8,0% en raison de la baisse des prix de l'énergie (-11,7% sur un an).

Dans la zone Euro¹ la croissance économique s'est ralentie fortement à 0,4% en 2023 après 3,4% en 2022, en raison entre autres des effets persistants des prix de l'énergie, de la faiblesse des investissements des entreprises et de l'industrie manufacturière compte tenu de leur sensibilité aux taux d'intérêt élevés.

L'inflation dans la zone s'est atténuée en se situant à 5,4% en 2023 après 8,4% en 2022, du fait du resserrement de la politique monétaire.

Au Royaume-Uni, la croissance a baissé fortement à 0,1% en 2023 après 4,3% en 2022.

En ce qui concerne l'inflation, elle a baissé à 7,3% après 9,1% en 2022.

Au Japon, la croissance économique s'est accélérée en 2023 en se situant à 1,9% après 1,0% en 2022. Cette performance a été favorisée par la libération d'une demande refoulée, une augmentation des arrivées de touristes et des politiques accommodantes, ainsi que par un rebond des exportations d'automobiles, quelque peu freinées par des problèmes de chaîne d'approvisionnement.

L'inflation a augmenté en ressortant à 3,3% en 2023 après un niveau de 2,5% en 2022.

1.2. Economies émergentes et pays en développement

En Chine, l'activité économique a poursuivi son dynamisme avec une croissance de 5,2% en 2023 après un niveau de 3,0% en 2022. Cette accélération a été impulsée par des mesures de relance monétaire et budgétaire et d'une reprise de la

¹ FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2024

consommation de biens et services soutenus par la fin des mesures de confinement et la réouverture de l'économie.

Quant à l'inflation, elle s'est affichée à 0,2% en 2023 après 2,0% en 2022, dans un contexte d'assouplissement de la politique monétaire de la *Bank Of China*.

En Afrique², la croissance s'est ralentie à 3,2% en 2023 après la forte reprise de 4,1% en 2022, à cause de chocs multiples notamment, les effets dommageables à long terme de la crise de la COVID-19, les conséquences de la crise russo-ukrainienne sur les prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ainsi que les effets du changement climatique et des chocs météorologiques extrêmes.

L'inflation reste élevée, contrastant avec la décélération dans le reste du monde, atteignant un pic de 17,8% en 2023, après un niveau de 14,1% en 2022. Les pressions inflationnistes ont été alimentées par la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie ainsi que par des facteurs nationaux tels que les largesses fiscales, les chocs d'offre agricole et les effets de la dépréciation des monnaies nationales par rapport au dollar américain.

En Afrique subsaharienne³, le rythme de la croissance économique a baissé pour la deuxième année consécutive en s'établissant à 3,4% en 2023 après 4,0% en 2022. Cette atténuation de la croissance est la résultante des effets combinés, notamment du ralentissement de la demande extérieure et de la hausse des taux d'intérêt intérieurs, des écarts de taux d'intérêt souverains prononcés et des pressions constantes sur les taux de change. En outre, les chocs liés au changement climatique et les effets néfastes de l'instabilité politique et la crise sécuritaire dans un certain nombre de pays ont affecté négativement la croissance. Les grandes économies de la zone ont connu un ralentissement de leur croissance. **Au Nigéria**, elle s'établit à 2,9% en 2023 après 3,3% en 2022, en lien avec la faible production du pétrole et du gaz due à des travaux de maintenance. **Au Ghana**, elle a baissé à 2,3% en 2023 après 3,1% en 2022.

L'inflation est demeurée élevée en s'établissant à 15,8% en 2023 après 14,5% en 2022, imputable principalement à la persistance des effets du conflit russo-ukrainien, au niveau relativement élevé de l'inflation mondiale et à la hausse des coûts d'emprunt dû à la dépréciation des monnaies nationales. **Au Ghana et au Nigeria**, les pressions sur les prix se sont accentuées avec des taux d'inflation atteignant des pics respectifs de 37,5% et de 24,7% en 2023 contre des niveaux respectifs de 31,7% et 18,8% en 2022.

Dans la Zone UEMOA⁴, la croissance économique s'est établie à 5,7% en 2023 comme en 2022. Cette performance est imputable à l'adoption par les Etats membres de l'Union de mesures visant à accélérer la mise en œuvre des réformes nécessaires à la stabilité macroéconomique et à l'amélioration du climat des affaires, afin d'attirer davantage d'investisseurs privés, notamment dans les industries agro-alimentaires et manufacturières.

Le taux d'inflation dans l'Union a une décélération pour s'établir à 2,9% en 2023 après 7,8% en 2022. Cette décélération du niveau général des prix est essentiellement

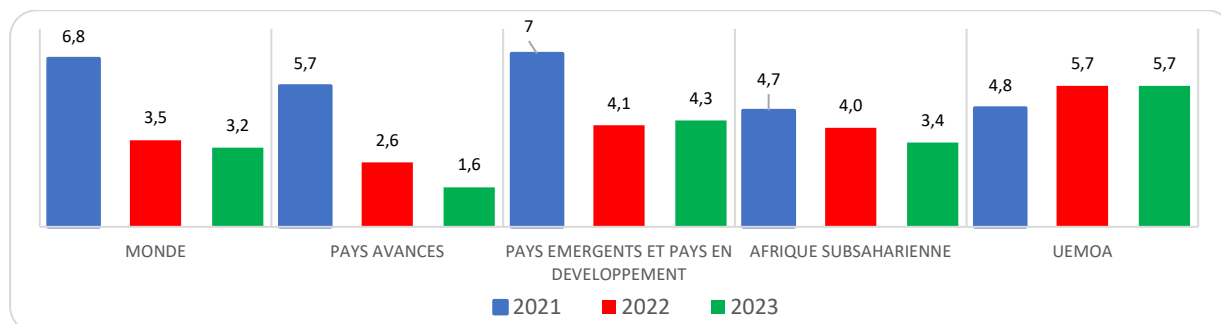
² BAD : Performance et perspectives économiques de l'Afrique ; janvier 2024

³ FMI, Perspectives économiques régionales Afrique subsaharienne, avril 2024

⁴ Rapport du Comité de Politique Monétaire, mars 2024

imputable à la baisse du rythme de progression des prix des produits alimentaires, consécutive à l'amélioration de l'offre céréalière dans l'ensemble des pays de l'Union et au repli des prix sur les marchés internationaux.

Graphique 1 : Perspectives de croissance économique dans les grandes zones (%)



Source : CNPE, avril 2024

1.3. Marchés des principales matières premières et de change

○ Le baril de pétrole

Le cours moyen du baril de pétrole s'est situé à 82,6 dollars US en 2023 contre 99,8 dollars US en 2022, soit un repli de 17,2%. Ce repli est en lien avec une abondance de l'offre de pétrole en dépit des réductions volontaires des productions saoudienne et russe, conjuguée à un ralentissement de la demande mondiale.

○ L'once d'or

Le cours de l'once d'or s'est situé en moyenne à 1 942,9 dollars US en 2023, en augmentation de 7,8% par rapport à son niveau de 2022.

Cette hausse est liée à la morosité de l'activité économique mondiale conjuguée aux tensions géopolitiques et aux anticipations relatives à un éventuel assouplissement des conditions monétaires.

○ Le coton

En 2023, le coton a affiché un cours moyen de 2 095,0 dollars US la tonne, en chute de 26,9% par rapport à 2022.

Cette morosité du cours du coton est liée entre autres à la faiblesse de la demande conjuguée à une offre abondante.

○ Le taux de change du dollar US

En 2023, le cours du dollar US s'est situé à 606,6 FCFA, en dépréciation de 2,8% par rapport à son niveau en 2022 équivalant à une appréciation du F CFA.

Cette appréciation du F CFA par rapport au dollar américain est en lien principalement avec la poursuite du resserrement de la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne (BCE) et de la Banque Centrale des Etats de l'Ouest (BCEAO) dans le cadre de la lutte contre les pressions inflationnistes.

II. CONJONCTURE NATIONALE

L'activité économique en 2023 s'est déroulée dans un contexte international marqué par la crise russo-ukrainienne, le conflit entre Israël et la Palestine, la poursuite du resserrement monétaire, la situation géopolitique de la sous-région Ouest Africaine, et les effets liés à la Covid-19. Sur le plan national, elle s'est déroulée dans un contexte caractérisé par la persistance des attaques terroristes, la dynamique de reconquête du territoire et la situation socio-politique transitoire. La campagne agro-pastorale est, quant à elle, jugée quelque peu favorable.

2.1. Production et prix

2.1.1 Les ressources du Produit intérieur brut

L'activité économique a enregistré une croissance de 3,0% en 2023 après 1,8% en 2022. Cette croissance est tirée par les secteurs tertiaire (+3,2%), primaire (+2,5%) et secondaire (2,0%).

Le PIB nominal s'est établi à 12 344,5 milliards de FCFA en 2023 après 11 752,8 milliards de FCFA en 2022.

Tableau 1 : Evolution de la croissance du PIB réel sur la période 2019 à 2023

Rubrique	2019	2020	2021	2022	2023
Taux de croissance du PIB réel (%)	5,9	2,0	6,9	1,8	3,0
<i>Secteur primaire (%)</i>	-0,5	1,0	-7,3	10,7	2,5
<i>Secteur secondaire (%)</i>	9,5	9,9	6,9	-8,7	2,0
<i>Secteur tertiaire (%)</i>	8,0	-2,3	12,2	5,1	3,2
<i>Impôts et taxes nets sur les prod (%)</i>	0,9	1,7	9,1	1,3	6,6
PIB nominal en milliards de FCFA	9 393,8	10 202,3	10 892,7	11 752 ,8	12 344,5

Source : CNPE, avril 2024

2.1.1.1 Le secteur primaire

La valeur ajoutée du secteur primaire a évolué de 2,5% en 2023 après 10,7% en 2022, soit une décélération de 8,2 points de pourcentage. Cette décélération est en lien avec les branches « égrenage coton » dont la valeur ajoutée a baissé de 22,0%, « agriculture vivrière, (+0,6% après +15,2% en 2022), « élevage et activités annexes à l'élevage » (+2,3% après +3,8% en 2022). Toutefois, cette décélération a été atténuée par la branche « agriculture de rente » (+13,8% après +5,8% en 2022).

La hausse de la valeur ajoutée de **l'agriculture de rente** provient principalement de la performance de la production de l'arachide coque, du sésame et du coton, s'inscrivant respectivement en hausses de 22,2%, 18,4% et 0,7% en 2023.

S'agissant de l'agriculture vivrière, sa décélération s'explique par la baisse de **la production céréalière** de la campagne agricole 2023/2024 de 0,6% par rapport à la campagne précédente.

L'agriculture a tiré profit de la mise en œuvre des mesures gouvernementales de soutien au monde rural et d'actions visant l'amélioration de la productivité et de la sécurité alimentaire.

Quant à l'**égrenage de coton**, la baisse de sa valeur ajoutée résulte de la mauvaise campagne cotonnière 2022/2023.

En ce qui concerne l'« élevage et activités annexes à l'élevage », sa valeur ajoutée a varié de +2,3% en 2023 après +3,8% en 2022. Cette croissance s'expliquerait par l'amélioration de la couverture sanitaire des animaux et la création d'un environnement favorable à une production animale durable.

En somme, la contribution du **secteur primaire** à la croissance du PIB a été de 0,6 point de pourcentage en 2023 après 1,8 point de pourcentage en 2022. Sa part dans la formation du PIB est de 22,0% en 2023 contre 18,8% en 2022.

2.1.1.2 Le secteur secondaire

La valeur ajoutée du **secteur secondaire** augmente de 2,0% en 2023 après une baisse de 8,7% en 2022. Cette évolution est principalement liée aux « travaux de construction » (+17,8%), « Electricité-Eau-Assainissement » (+3,7%) et « activités manufacturières » (+3,6%). Les activités extractives, quant à elles, ressortent en baisse de 1,9%

Concernant la branche « travaux de construction », sa performance s'explique par la poursuite et le démarrage des grands chantiers de construction et de bitumage des routes.

En somme, la contribution du secteur secondaire à la croissance du PIB a été de 0,5 point de pourcentage en 2023 après -2,5 points de pourcentage en 2022. Sa part dans la formation du PIB est de 25,6% en 2023 comme en 2022.

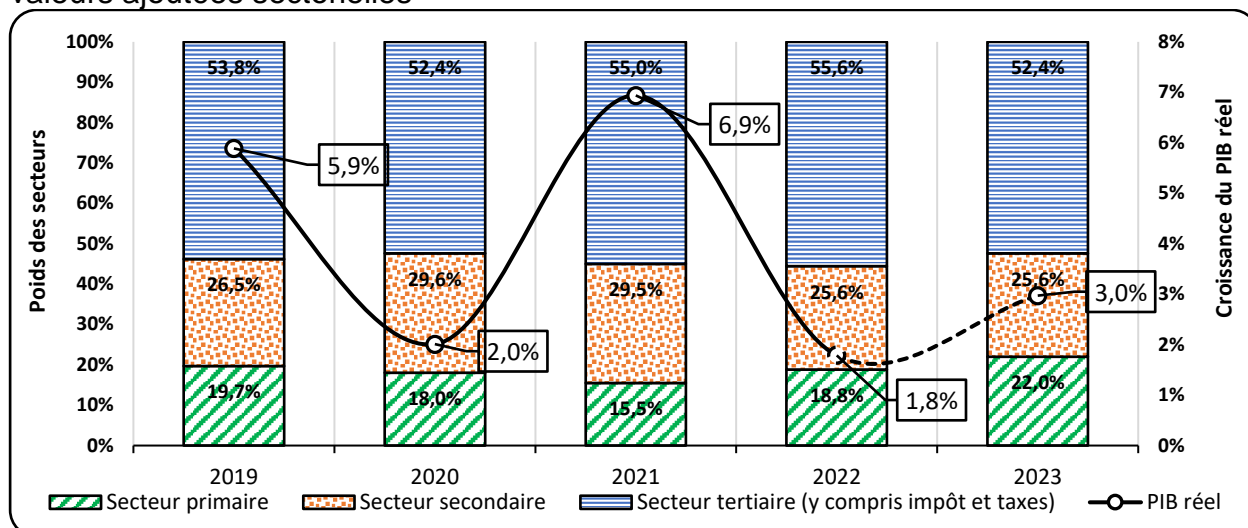
2.1.1.3 Le secteur tertiaire

La valeur ajoutée du **secteur tertiaire** ressort en hausse de 3,2% en 2023, en décélération de 1,9 point de pourcentage par rapport à 2022. Le ralentissement du dynamisme du secteur est lié à une baisse du rythme de la croissance des branches « hébergement et restauration » (2,6% après 6,0% en 2022) et « service d'administration publique et autres services collectifs ou personnels » (1,8% après 7,4% en 2022). Ce ralentissement a été atténué par la bonne performance dans les branches « activités professionnelles, scientifiques, techniques, services de soutien et de bureau » (+12,3%) et « transport et entreposage » (+6,9%).

Le secteur tertiaire a tiré profit du dynamisme du tourisme interne et la tenue des grandes manifestations telles que le Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO), le Festival Panafricain du Cinéma et de la Télévision de Ouagadougou (FESPACO), la Semaine Nationale de la Culture (SNC).

En somme, la contribution du secteur tertiaire à la croissance du PIB passe de 2,4 points de pourcentage en 2022 à 1,9 point de pourcentage en 2023. La part de ce secteur (y compris les Impôts et taxes nets sur les produits) à la formation du PIB est de 52,4% en 2023 contre 55,6% en 2022.

Graphique 2 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles



Source : CPC, mars 2024

2.1.2 Les emplois du PIB

En 2023, la croissance du PIB s'est établie à 3,0%, tirée principalement des investissements (+4,6 points de pourcentage) et de la consommation finale (+1,9 point de pourcentage). Les exportations nettes y ont contribué négativement (-3,5 points de pourcentage).

2.1.2.1 La consommation finale

La consommation finale a progressé de 2,4% en 2023 après 0,5% en 2022. Cette progression est soutenue par la consommation des ménages (+3,1%) et celle des administrations (+0,8%). L'accroissement de la consommation finale des ménages est porté par la consommation commercialisée (+3,2%) et l'autoconsommation (+2,9%).

En 2023, la consommation finale contribue à la croissance du PIB à hauteur de 1,9 point de pourcentage contre 0,4 point de pourcentage en 2022.

2.1.2.2 L'investissement

La Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) s'est accrue de 1,2% en 2023 après 18,4% en 2022. Cette décélération du rythme de la croissance de la FBCF (-17,2 points de pourcentage) s'explique par le ralentissement de sa composante publique qui est passée de 45,5% à 4,5% en 2023, accentué par la baisse de la FBCF privée de 3,2%.

L'investissement, constitué de la FBCF, de la variation de stock de biens et de la variation de stock d'objets de valeur contribue à hauteur de 4,6 points de pourcentage à la croissance du PIB en 2023 contre 2,1 points de pourcentage en 2022.

L'augmentation de la FBCF publics en 2023 a été portée par la poursuite de la mise en œuvre de grands projets tels que (i) la construction et le bitumage de la voie de contournement de la ville de Ouagadougou, (ii) la construction et le bitumage du boulevard de Tansoba (rocade nord), (iii) le bitumage de la route régionale N°11-Kolinka-Fara-Poura Carrefour et (iv) le Projet d'Urgence de Développement Territoriale et de Résilience (PUDTR) et la réalisation d'infrastructures dans le cadre de la sécurisation du territoire.

2.1.2.3 Les échanges commerciaux extérieurs

Les exportations de biens et services ont régressé de 8,7% en 2023 contre une hausse de 0,1% en 2022 imputable à la baisse des expéditions en volume de l'or non monétaire (-1,0%).

Quant aux importations, elles augmentent en termes réel de 2,4% en 2023 après 2,5% un an plus tôt. Cette hausse résulte principalement de l'augmentation des importations des produits alimentaires (+22,6%), des produits pétroliers (+1,7%) et des biens intermédiaires (+5,0%).

En termes de contribution à la croissance du PIB, la part des échanges extérieurs nets de biens et services se contracte de 3,5 points de pourcentage en 2023 contre une baisse de 0,7 point de pourcentage en 2022.

2.1.3 L'inflation

L'inflation a décéléré fortement en 2023 à l'instar de la baisse du rythme d'augmentation des prix au niveau mondial. L'inflation en moyenne annuelle est ressortie à 0,7% à fin décembre 2023 contre 14,1% à fin décembre 2022, en décélération de 13,3 points de pourcentage et nettement en deçà de 3%.

La baisse du rythme d'augmentation des prix en moyenne annuelle en 2023 est imputable à celles enregistrées essentiellement dans les fonctions « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-1,4%) contre (+23,4%) en décembre 2022, « boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » (+6,4%) en décembre 2023 contre (10,2%) en décembre 2022.

Tableau 2 : Evolution des indices par fonction de consommation (en %)

	TRIM4 - 2021	TRIM4 - 2022	TRIM 4 - 2023	Taux d'inflation annuelle moyenne (12 derniers mois)			T1- 23/ T1- 22	T2- 2023 / T2- 2022	T3- 2023 / T3- 2022	T4- 2023 / T4- 2022	Evolution semestri elle de l'inflation S2- 2023/S2- 2022	
				déc -21	déc -22	déc -23						
INDICE GLOBAL	111,8	125,5	125,5	3,9	14,1	0,7	10,3	-0,3	-1,9	0,0	-1,0	
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	119,9	143,1	139,4	7,3	23,4	-1,4	18,8	-2,6	-5,7	-2,6	-4,2	
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	142,8	150,3	158,3	4,7	10,2	6,4	6,8	0,0	7,1	5,3	6,2	
Articles d'habillement et chaussures	101,6	101,7	101,8	0,1	0,3	0,1	0,3	0,0	0,0	0,1	0,0	
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	100,5	105,4	116,9	2,0	3,3	9,8	-1,0	7,4	10,4	10,9	10,7	
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	101,0	102,1	102,0	0,0	0,4	0,3	0,1	0,4	0,4	-0,1	0,2	
Santé	100,6	100,7	106,5	0,2	0,1	4,9	0,1	5,9	5,9	5,8	5,8	
Transports	99,2	106,3	110,5	-	0,4	4,8	6,4	1,0	7,7	4,9	4,0	4,4
Communication	98,7	98,7	99,4	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,6	0,7	0,6	
Loisirs et culture	101,1	102,0	102,1	0,0	0,3	0,1	0,0	0,0	-0,2	0,1	0,0	
Enseignement	112,1	114,0	117,1	1,5	3,2	2,0	4,0	1,7	1,7	2,7	2,2	
Restaurants et Hôtels	107,1	108,8	113,5	0,7	1,7	4,1	1,7	4,4	4,9	4,2	4,6	
Biens et services divers	101,3	101,4	102,5	0,2	0,4	0,8	0,5	1,0	1,0	1,1	1,0	

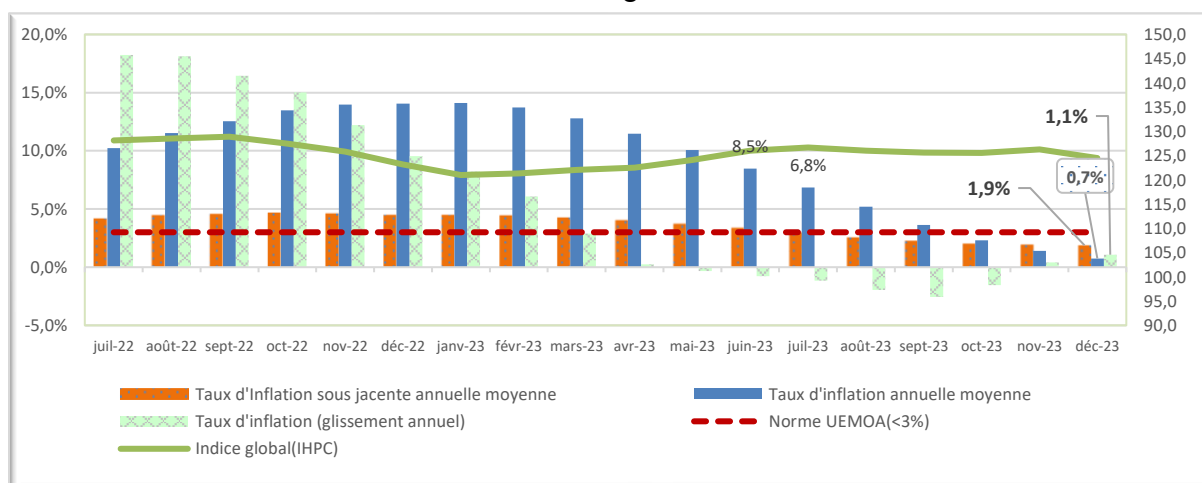
Source : INSD, mars 2023

Le taux d'inflation en glissement annuel à fin décembre 2023 s'est établi à 1,0% contre 9,6% en décembre 2022. La hausse en glissement annuel du niveau général des prix

est due principalement à celle des prix des produits des fonctions de consommation suivantes : « boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » (+8,2%), « logement, eau, électricité, gaz, autres combustibles » (+10,4%), « santé » (+5,8%), « transport » (+3,9%), « hôtels, cafés, restaurants » (+3,2%) et « enseignement » (+2,6%). Cependant, cette hausse est atténuée par une baisse des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-1,1%). La baisse des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » provient essentiellement de la baisse des prix des produits alimentaires (-1,1%).

L'inflation en 2023 a été freinée par l'évolution de l'indice des prix au niveau mondial et les répercussions des mesures prises par le gouvernement en 2022, notamment pour limiter le rebondissement intégral de la hausse des prix des produits importés, sécuriser et diversifier les approvisionnements ainsi que lutter contre la vie chère. En outre, face au dérapage inflationniste en 2022, la Banque centrale a poursuivi le resserrement de la politique monétaire en 2023. En effet, les taux directeurs de la BCEAO ont subi un relèvement global de 75 points de base en 2023. Le taux directeur de la BCEAO est donc passé de 2,75% en mars 2023 à 3,5% en décembre 2023.

Graphique 3 : Evolution de l'inflation et de l'inflation sous-jacente en moyenne annuelle, de l'IHPC et du taux d'inflation en glissement annuel



Source : INSD, mars 2024

L'inflation en moyenne annuelle des produits importés a connu une légère décélération passant de 4,6% à fin décembre 2022 à 4,2% à fin décembre 2023. Quant aux produits locaux, leurs prix ont baissé de 0,4% à fin décembre 2023. Il en est de même des prix des produits frais qui ont connu une baisse de 2,6%. Cette forte baisse des produits frais est induite par celle des produits de l'abattage notamment les viandes (viandes fraîches de bœufs, de mouton, de chèvre), mais aussi de celles des cultures maraichères (tomates, oignons, choux, laitue etc.), des fruits (citrons, pastèques, etc.) et des céréales.

Par ailleurs, l'évolution en moyenne annuelle des prix des fonctions « Transport » et « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » s'est accélérée passant respectivement de 4,8% et 3,3% à fin décembre 2022 à 6,4% et 9,8% à décembre 2023. Cette accélération du rythme d'évolution de ces dites fonctions est principalement imputable à l'augmentation des prix des produits énergétiques qui ont atteint une hausse 17,4% à fin décembre 2023. Quant à l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire l'inflation hors produits frais et produits énergétiques, elle s'est située à 1,9% en fin décembre 2023 après 4,4% à fin décembre 2022.

2.2. Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat à fin décembre 2023, s'est soldée par un besoin de financement de 832,4 milliards de FCFA, en atténuation de 450,3 milliards de FCFA comparativement à son niveau à la même période en 2022. Quant au solde net de gestion, il a connu une amélioration de 501,6 milliards de FCFA comparativement à fin décembre 2022 pour s'afficher à 427,8 milliards de FCFA à la même période en 2023.

2.2.1 Recettes

Les **recettes** ont été mobilisées à hauteur de 2 694,4 milliards de FCFA à fin décembre 2023 contre 2 505,7 milliards de FCFA à la même période en 2022, en hausse de 188,8 milliards de FCFA (+7,5%). Cet accroissement est dû à la hausse des recettes fiscales de 181,5 milliards de FCFA (+8,9%) et des « autres recettes » de 66,9 milliards de FCFA (+32,8%).

La hausse des **recettes fiscales** est imputable principalement aux « impôts sur les biens et services » (+181,6 milliards de FCFA). En effet, cette hausse est attribuable à l'augmentation du montant de la « Taxe sur la valeur ajoutée » (+74,3 milliards de FCFA) et les « autres impôts sur les biens et services » (+69,6 milliards de FCFA) par rapport à fin décembre 2022. Ainsi, la TVA a été mobilisée à hauteur 783,1 milliards de FCFA et les autres impôts sur les biens et services à 70,2 milliards de FCFA à fin décembre 2023. La hausse des autres impôts sur les biens et services est en lien avec la prise en compte au titre de l'année 2023 des taxes (boissons, cigarettes etc.) qui alimentent le Fonds de Soutien Patriotique (FSP).

Quant aux **autres recettes**, elles se sont chiffrées à 270,5 milliards de FCFA à fin décembre 2023, en hausse de 66,9 milliards de FCFA sur la même période en 2022. Cette hausse s'explique essentiellement par une augmentation du recouvrement des dividendes (+30,0 milliards de FCFA), des loyers (+14,6 milliards de FCFA) et des amendes, pénalités et confiscations (+13,8 milliards de FCFA).

S'agissant des **dons**, ils se sont situés à 203,5 milliards de FCFA à fin décembre 2023 en baisse de 59,6 milliards FCFA par rapport à fin décembre 2022. Cette diminution est expliquée d'une part, par la contraction des dons en capital reçus d'administrations publiques étrangères (-24,7 milliards de FCFA) et d'autre part, par l'absence de dons courants reçus d'organisations internationales en 2023 contrairement à 2022 où ils s'élevaient à 60,3 milliards de FCFA.

Tableau 3 : Evolution des recettes totales et dons en 2022 et 2023 (en milliards de FCFA)

Rubriques	2022	2023	Ecart absolu	Variation relative
Recettes	2 505,7	2 694,4	188,8	7,5%
Recettes Fiscales	2 039,0	2 220,5	181,5	8,9%
Autres recettes	203,6	270,5	66,9	32,8%
Dons	263,1	203,5	-59,6	-22,6%

Source : DGTCP, TOFE, décembre 2023

2.2.2 Mesures et/ou réformes fiscales

Les mesures et actions ayant impacté les performances des régies en 2023 visaient l'optimisation du rendement de l'impôt, la promotion des téléprocédures et le renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

Au titre de l'**Administration fiscale**, la mobilisation des ressources financières par la DGI au profit du budget de l'Etat en 2023 a nécessité la mise en œuvre de réformes, mesures et actions. Cela a permis à la DGI d'atteindre un niveau de recouvrement de 97,3% des prévisions de recettes fiscales, malgré le contexte sécuritaire difficile. Il s'agit principalement de :

- la mise en œuvre de la plateforme e-Cadastre qui a permis de numériser 848 903 références cadastrales et d'évaluer 17 327 parcelles ;
- la mise en œuvre de la plateforme Syc@d qui a permis d'identifier plus de 1 500 000 titulaires de droits réels ;
- le développement de la plateforme e-Titre pour le traitement diligent des demandes et la délivrance de titres d'occupation des terrains ;
- le développement et l'implémentation de la plateforme e-CME pour l'imposition en ligne des contribuables relevant du segment de la contribution des microentreprises ;
- la poursuite de la dématérialisation de la procédure d'enregistrement des marchés publics (e-Enregistrement) ;
- l'implémentation de la plateforme e-Timbre qui consacre le passage du timbre physique au timbre numérique ;
- la réalisation d'un contrôle pédagogique des entités publiques ;
- la poursuite de la promotion du civisme fiscal ;
- l'organisation de contrôles des entreprises effectuant des opérations douanières en inadéquation avec leur régime fiscal ;
- l'institution d'une obligation de retenue à la source de la TVA ;
- l'institution d'une retenue à la source applicable aux commandes publiques quel que soit l'objet ;
- l'imposition des véhicules à deux (2) et trois (3) roues à la Taxe sur les véhicules à moteur (TVM) ;
- la hausse du taux de la taxe sur les boissons et les sur les tabacs, cigares, cigarettes et cigarillos ;
- l'augmentation du taux de la retenue à la source libératoire sur les gains des paris et des autres jeux de hasard ;
- la reconduction de la mesure d'autorisation de mutations hors délai de mise en valeur des terrains à usage d'habitation au profit des personnes physiques ;
- l'institution d'un quitus fiscal au profit de certaines personnes remplissant les conditions prévues par la loi ;
- la poursuite de la modernisation du système d'évaluation des investissements au niveau des Guichets uniques du foncier en vue de disposer de valeurs crédibles des immeubles ;
- le renforcement des actions de poursuite et de lutte contre la corruption, le faux, la fraude et l'évasion fiscale (constitution de caution dans l'exercice du recours, renforcement du dispositif de contrôle des prix de transfert etc.) ;

- le renforcement des capacités des comités d'apurement dans la gestion et la maîtrise des restes à recouvrer (RAR).

Au titre de l'**Administration douanière**, à fin décembre 2023, le taux de réalisation des recettes de la DGD est de 102,3%. Ce niveau de recouvrement s'explique entre autres par la mise en œuvre des mesures et réformes suivantes :

- la poursuite de la digitalisation des services de l'Administration des douanes à travers la mise en œuvre de la plateforme eDouanes qui permet de payer les droits et taxes de douane par un procédé électronique ;
- la poursuite de l'interconnexion du système informatique douanier du Burkina Faso avec ceux des pays voisins (l'interconnexion avec le Mali est opérationnelle, celle avec le Bénin et le Ghana sont en cours) ;
- l'instauration du cautionnement du transit par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (CCI-BF) avec pour objectif d'identifier les principaux obligés, responsables en matière de transit afin d'éviter les déperditions de marchandises ;
- l'intensification des contrôles après dédouanement (contrôle des marchandises placées en régimes économiques ou ayant bénéficié de régimes particuliers) et l'accentuation des enquêtes en entreprise ;
- le renforcement de la lutte contre la fraude sous toutes ses formes à travers des opérations de bouclages, de contrôles conjoints, de sorties campagnes, etc. ;
- la mise en œuvre de systèmes d'alerte des propriétaires des IFU, etc. ;
- le déchargement systématique des cargaisons à plus d'un article afin d'améliorer la prise en charge des marchandises ;
- la poursuite du système du tracking afin d'avoir un meilleur suivi des marchandises en transit vers les bureaux de destination ;
- l'opérationnalisation de l'observatoire pour la célérité des opérations douanières (OCOD) ;
- la poursuite de l'opérationnalisation du système de traitement et de suivi automatique des exonérations à travers SYDONIA World.

Au titre des **recettes de services**, le Système de gestion automatisé des recettes de service (SYGARS) a été déployé et mis en exploitation effective.

2.2.3 Dépenses

Les dépenses se sont chiffrées à 3 526,8 milliards de FCFA à fin décembre 2023, après un niveau établi à 3 788,3 milliards de FCFA à la même période en 2022, en diminution de 261,5 milliards de FCFA (-6,9%). Ce repli est essentiellement attribuable aux charges (-312,9 milliards de FCFA) ; les transactions sur les actifs non financiers ayant connu un accroissement (+51,3 milliards de FCFA).

Les charges, en recul de 12,1% par rapport à fin décembre 2022, ont été réalisées à hauteur de 2 266,6 milliards de FCFA à fin décembre 2023. Cette baisse des charges résulte principalement de la diminution des montants des « subventions » (-479,1 milliards de FCFA) et de l'« utilisation de biens et services » (-23,3 milliards de FCFA). Cependant, les « dons », les « intérêts », la « rémunération des salariés » et les « autres charges » ont connu des augmentations respectives de 73,2 milliards de FCFA, de 62,9 milliards de FCFA, 30,9 milliards de FCFA et de 19,5 milliards de FCFA.

Les subventions ont connu une baisse de 479,1 milliards de FCFA (-70,5%) pour s'établir à 200,6 milliards de FCFA à fin décembre 2023. En effet, ce repli des subventions est expliqué par l'effet de base de la prise en compte des titrisations moins-values 2021 SONABHY (479,9 milliards de FCFA) ainsi que les crédits relatifs à la subvention aux cotonculteurs (+72,8 milliards de FCFA) dans les opérations financières de 2022.

Les montants de **l'utilisation des biens et services** sont en baisse de 9,2% par rapport à fin décembre 2022. Ainsi, ces montants sont passés de 252,8 milliards de FCFA à fin décembre 2022 à 229,5 milliards de FCFA à la même période en 2023. Cette diminution est attribuable aux efforts du gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre des actions visant à réduire le train de vie de l'Etat.

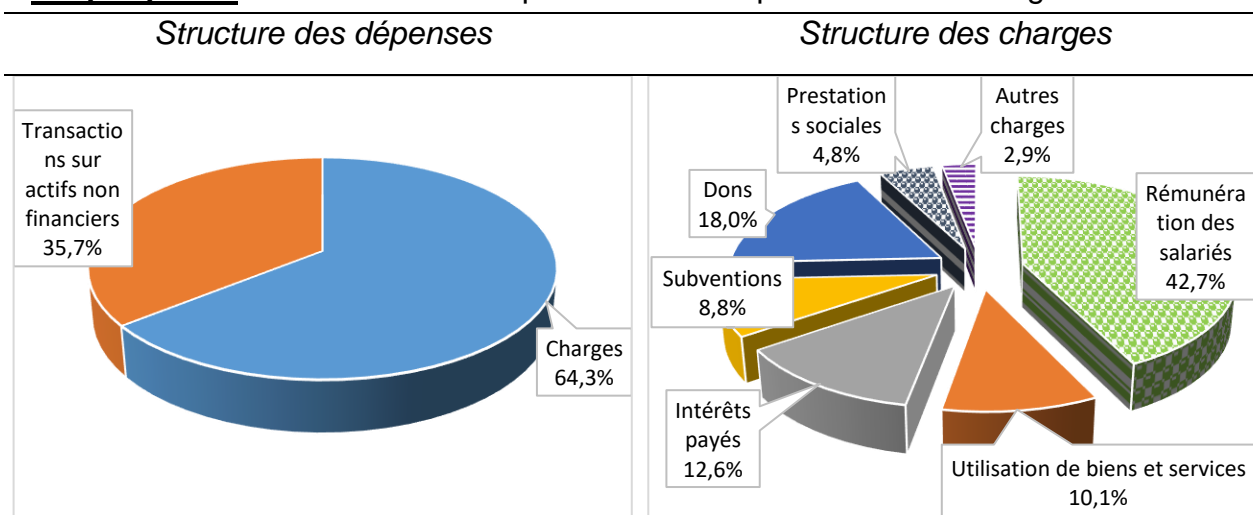
Les dons sont passés de 335,2 milliards de FCFA à fin décembre 2022 à 408,4 milliards de FCFA la même période en 2023, soit un taux d'accroissement de 21,8% en lien avec les transferts au profit du Fonds Spécial Routier (+78,6 milliards de FCFA).

Quant aux **intérêts sur la dette**, elles ont connu une hausse de 28,4% par rapport à fin décembre 2022 passant de 221,9 milliards de FCFA à 284,9 à la même période en 2023. L'augmentation des intérêts s'explique par la hausse des charges de la dette intérieure (+54,0 milliards de FCFA).

S'agissant **de la rémunération des salariés**, elle a été exécutée à hauteur de 937,9 milliards de FCFA à fin décembre 2022, en augmentation de 30,9 milliards de FCFA (+3,3%) à fin décembre 2023.

Les **autres charges**, en progression de 19,5 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2022, ont été exécutées à hauteur de 66,7 milliards de FCFA à fin décembre 2023. Cette augmentation est attribuable principalement à la hausse des transferts courants non classés ailleurs par rapport à fin décembre 2022 de 26,1 milliards de FCFA.

Graphique 4 : Structures des composantes des dépenses et des charges en 2023



Source : DGTCP, TOFE, décembre 2023

Les **transactions sur actifs non financiers** sont passées de 1 208,8 milliards de FCFA à fin décembre 2022 pour se situer à 1 260,2 milliards de FCFA à fin décembre 2023. Cette progression est attribuable aux actifs non produits (+35,2 milliards de

FCFA) et aux actifs fixes (+15,4 milliards de FCFA). L'accroissement des actifs non produits s'explique principalement par une augmentation des autres actifs naturels (40,0 milliards de FCFA). La hausse des actifs fixes est liée à celle des investissements en bâtiments et ouvrage de génie civil (+268,6 milliards de FCFA).

Tableau 4 : Évolution des dépenses entre 2022 et 2023 (en milliards de FCFA)

Rubriques	2022	2023	Ecart absolu	Var (%)	Part (%)
Dépenses	3 788,3	3 526,8	-261,5	-6,9	-
Charges	2 579,5	2 266,6	-312,9	-12,1	64,3
<i>Rémunération des Salariés</i>	937,9	968,8	30,9	3,3	27,5
<i>Utilisation de biens et services</i>	252,8	229,5	-23,3	-9,2	6,5
<i>Intérêts</i>	221,9	284,9	62,9	28,4	8,1
<i>Subventions</i>	679,7	200,6	-479,1	-70,5	5,7
<i>Dons</i>	335,2	408,4	73,2	21,8	11,6
<i>Prestations sociales</i>	104,7	107,8	3,0	2,9	3,1
<i>Autres charges</i>	47,2	66,7	19,5	41,4	1,9
Transaction sur les actifs non financiers	1 208,8	1 260,2	51,3	4,2	35,7

Source : CNPE, avril 2024

2.2.4 Soldes budgétaires caractéristiques et financement

Le **solde net de gestion** est ressorti à 427,8 milliards de FCFA à fin décembre 2023, traduisant une couverture des charges par les recettes sur la période. Comparativement à la même période en 2022, ce solde s'est amélioré de 501,6 milliards de FCFA.

Le **besoin de financement** s'est établi à 832,4 milliards de FCFA en 2023, en amélioration de 450,3 milliards de FCFA par rapport à son niveau de 2022 à la même période. En pourcentage du PIB, le besoin de financement est passé de 10,9% en 2022 à 6,7%.

Les **transactions sur actifs financiers et passifs** dégagent une acquisition nette d'actifs financiers de -110,5 milliards de FCFA à fin décembre 2023, en augmentation de 90,9 milliards de FCFA.

Quant à l'**accumulation nette de passifs**, elle s'est établie à 728,7 milliards de FCFA à fin décembre 2023, en baisse de 349,6 milliards de FCFA, comparativement à la même période en 2022.

Ainsi, les **transactions sur actifs financiers et passifs** ressortent à -839,2 milliards de FCFA, en amélioration de 440,5 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2022.

L'**augmentation des acquisitions nettes d'actifs financiers** résulte principalement d'une hausse des numéraires et dépôts de l'administration centrale dans le secteur intérieur (+90,9 milliards de FCFA) qui sont passés de -196,7 milliards de FCFA à fin décembre 2022 à -105,8 milliards de FCFA à fin décembre 2023.

Quant à l'**accumulation nette des passifs**, elle est passée de 1 078,3 milliards de FCFA en 2022 à 728,7 milliards de FCFA en 2023, soit une baisse de 349,6 milliards de FCFA. Cette amélioration est essentiellement portée par le secteur intérieur (-400,5 milliards de FCFA), le secteur extérieur ayant connu une hausse (+50,9 milliards de FCFA).

Dans le secteur intérieur, la baisse des passifs est liée à celle des crédits (-127,8 milliards de FCFA).

La hausse des passifs dans le secteur extérieur s'explique par une augmentation des crédits de 70,3 milliards de FCFA.

2.2.5 Dette publique de l'administration centrale

L'encours de la dette publique est ressorti à 6 946,3 milliards de FCFA (56,3% du PIB) au 31 décembre 2023 contre 6 737,2 milliards de FCFA (57,3% du PIB) au 31 décembre 2022, soit une progression de 3,1% après 12,3% un an plus tôt, traduisant une décélération de son rythme d'accroissement. En pourcentage du PIB, on enregistre une amélioration de 1,1 point. Cette décélération est plus imputable à celle de la dette intérieure (+1,5% en 2023 contre +17,4% en 2022) que celle de la dette extérieure (+5,1% en 2023 contre +6,6% en 2022). Cette évolution du stock de la dette intérieure est en lien principalement avec la non-reconduction en 2023 des consolidations en prêt des subventions octroyées par l'Etat à la SONABHY et aux sociétés cotonnières. Aussi, il faut noter la baisse des emprunts directs auprès des banques locales.

La structure de la dette publique reste marquée par la prédominance de la dette intérieure (54,1% de la dette totale) qui se compose essentiellement des titres publics (84,8%), constitués à 95,1% d'obligations du Trésor. La composante extérieure qui représente 45,9% de la dette totale est majoritairement constituée de dette multilatérale (89,9%).

S'agissant du **service de la dette publique** de l'année 2023, il se situe à 1 221,1 milliards de FCFA dont 86,9 milliards de FCFA au titre du remboursement des bons du Trésor ayant traversé l'année de leur émission. Ce service au titre de la dette intérieure se chiffre à 1 048,7 milliards de FCFA (85,9%). Comparé à son niveau de 2022 (1 065,7 milliards de FCFA), le service de la dette publique augmente de 155,3 milliards de FCFA (+14,6%) en 2023. En pourcentage des recettes propres, le service de la dette est de passé de 47,5% en 2022 à 49,0% en 2023.

Le ratio « service de la dette extérieure sur recettes budgétaires⁵ » se situe à 6,9% à fin décembre 2023 pour un seuil maximum de 18%⁶

Tableau 5 : Evolution de l'encours de la dette publique de l'administration centrale (en milliards de FCFA)

	31-déc-22	31-déc-23
Dette publique totale	6 737,2	6 946,3
Dette extérieure	3 032,5	3 186,5
- Multilatérale	2 714,9	2 863,9
- Bilatérale	263,5	257,7
- Dette commerciale	54,0	64,9
Dette intérieure	3 704,7	3 759,8
PIB nominal	11 752,8	12 344,5
Dette publique totale en % du PIB	57,3%	56,3%

Source : DGTCP/DDP, avril 2024

⁵ Les recettes budgétaires utilisées pour le calcul de ce ratio correspondent aux recettes propres hors dons

⁶ Ce seuil est déterminé à partir de la classification du Burkina Faso comme pays à capacité d'endettement moyen par le FMI.

2.3. Commerce extérieur

Le **déficit commercial** constaté en 2022 s'est accentué au cours de l'année 2023. De 680,6 milliards de Fcfa en 2022, le solde de la balance commerciale du Burkina Faso est ressorti déficitaire de 862,2 milliards en 2023, soit une détérioration de 182 milliards Fcfa. Cette évolution du solde commercial résulte de la hausse des importations, conjuguée à un recul des exportations.

En 2023, les **exportations** de marchandises du Burkina Faso ont enregistré un repli. De 2 841,9 milliards en 2022, elles sont passées à 2 704,6 milliards en 2023, soit une baisse de 4,8%. Au total 2,0 millions de tonnes de marchandises ont été exportées contre 2,2 millions de tonnes en 2022.

L'or non monétaire demeure le principal produit exporté et représente 78,8% des valeurs d'exportations totales du pays. En 2023, 57,2 tonnes du métal jaune d'une valeur de 2 130,3 milliards de FCFA ont été exportés, soit une baisse en valeur de 1,5% par rapport à l'année précédente. Il est suivi du coton qui représente 5,6% des exportations totales, des fruits frais ou secs (3,3%), du « chaux, ciment et matériaux de construction fabriqués » (2,4%) et des graines et fruits oléagineux (1,8%). Ces cinq principaux produits exportés constituent 91,9% des recettes d'exportations, mettant ainsi en exergue la structure non diversifiée des produits d'exportation du pays.

Depuis l'enclenchement du boom minier, la Suisse est de loin le principal partenaire en termes de destination des produits d'exportation en valeur du Burkina, en raison essentiellement du commerce d'or non monétaire entre les deux pays. Elle représente à elle seule 67,6% des d'exportations totales en valeur en 2023. Elle est suivie de loin par les Emirats Arabes Unis (8,5%), le Mali (6,0%), la Côte d'Ivoire (3,0%), l'Inde (1,9%) et de le Ghana (1,8%).

Quant aux **importations** de marchandises, elles ont légèrement progressé en 2023. De 3 522,4 milliards de FCFA en 2022, la valeur totale des marchandises importées par le Burkina Faso est passée à 3 566,8 milliards de FCFA, soit une hausse de 1,3%. En volume, les marchandises importées ont atteint 9,2 millions de tonnes.

Les produits raffinés du pétrole occupent la première place parmi les principaux produits importés avec 34,2% des importations en 2023, suivis des produits médicaux et pharmaceutiques (4,3%), du chaux, ciments et matériaux de construction fabriqués (3,9%), de l'énergie électrique 3,3%, puis du riz (2,0%).

La Côte d'Ivoire a été le premier pays fournisseur de marchandises au Burkina Faso en 2023. La valeur des marchandises importées de la Côte d'Ivoire s'élève à 495,4 milliards de FCFA, soit 13,9% des importations totales. Les principaux produits importés de la Côte d'Ivoire sont entre autres les « produits raffinés du pétrole » (65,4%), les « tabacs fabriqués » (6,8%) et les « engrais manufacturés » (5,5%). La République populaire de Chine occupe le deuxième rang avec 489,8 milliards de marchandises importées, soit 13,7%, la Russie avec 317,8 milliards de FCFA (8,9%), la France avec 262,7 milliards (7,4%), le Ghana avec 227,8 milliards (6,4%), puis l'Inde avec 204,9 milliards de FCFA soit 5,7% des importations totales.

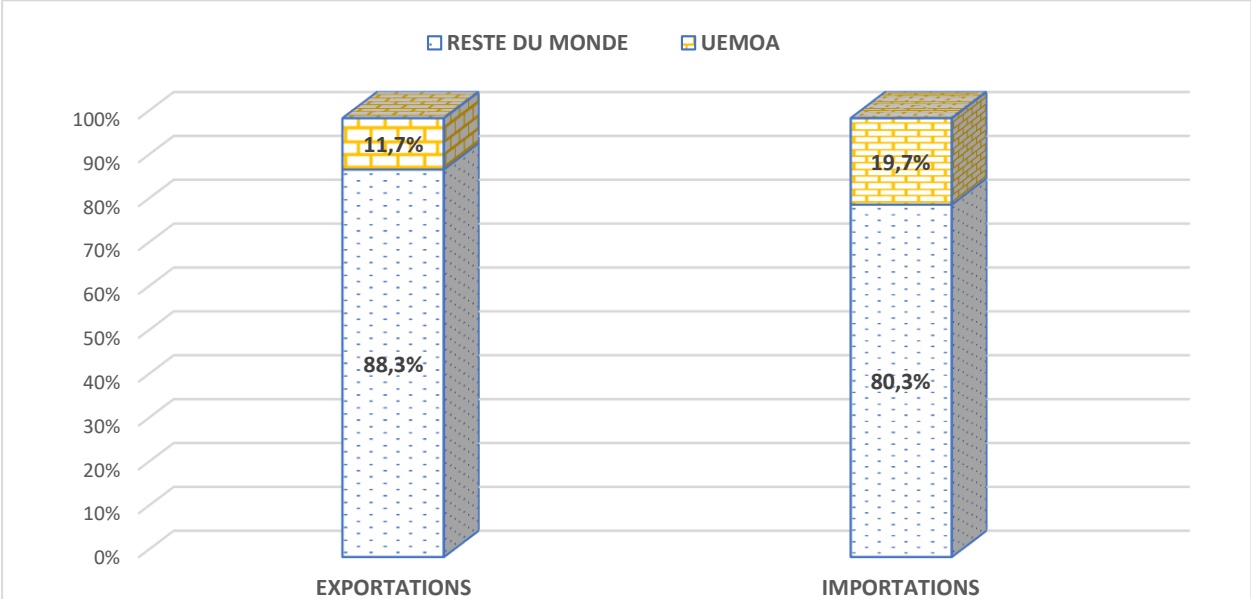
Analyse du commerce intracommunautaire

Les exportations du Burkina Faso vers l'espace UEMOA, en 2023, s'élèvent à 316,3 Milliards de FCFA, soit 11,7% des exportations totales, en baisse de 9,2% par rapport à l'année précédente. Les principaux produits exportés vers l'UEMOA sont entre

autres l'or non monétaire qui représente 22,2% des exportations totales vers l'UEMOA, les chaux, ciments et matériaux de construction fabriqués (20,2%), le coton (19,5%), les graines et fruits oléagineux qui représentent 5,0%, les fruits (à l'exception des fruits oléagineux) (4,6%) et les nourritures destinées aux animaux (2,6%). La première destination des marchandises Burkinabè dans l'espace UEMOA est le Mali. En 2023, elle a reçu 51,5% des exportations du Burkina Faso dans la zone UEMOA, composées essentiellement de l'or non monétaire (43,2%) et du chaux, ciments et matériaux de construction fabriqués (39,3%). Elle est suivie de la Côte d'Ivoire (26,0%), du Togo (12,7%), du Sénégal (4,9%), du Niger (4,0%), puis du Bénin (0,9%).

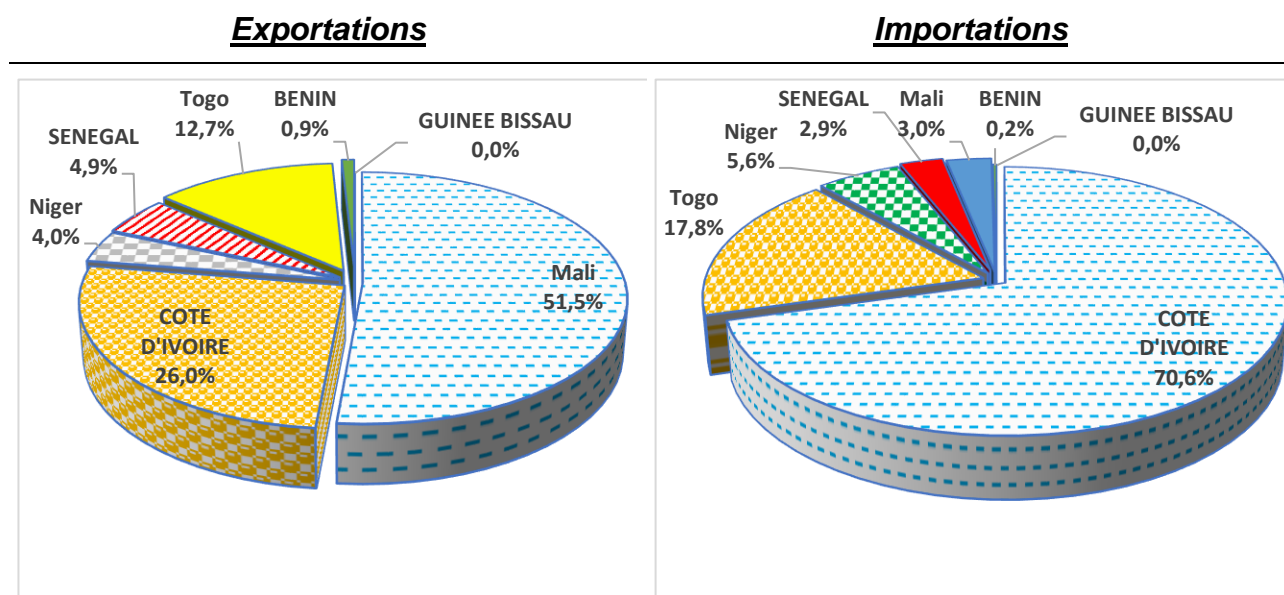
En ce qui concerne les **importations** du Burkina Faso provenant des pays membres de l'UEMOA, en 2023, elles ont été de 702,1 milliards de FCFA, soit 19,7% des importations totales, en hausse de 29,7% par rapport à l'année précédente. Les principaux produits importés de la zone UEMOA sont les produits raffinés du pétrole qui représentent 52,8% des importations en 2023, l'énergie électrique (10,5%), les chaux, ciments et matériaux de construction (6,6%), les engrais manufacturés (4,9%), le tabac brut et fabriqué (3,4%). Dans l'espace UEMOA, la Côte d'Ivoire, le Togo et le Niger sont les principaux fournisseurs du Burkina, avec respectivement 70,6%, 17,8% et 5,6% des importations totales provenant de l'UEMOA.

Graphique 5: Poids des échanges commerciaux vers l'UEMOA et le RDM



Source : CNPE, Avril 2024

Graphique 6 : Les principaux partenaires commerciaux intracommunautaires



Source : CNPE, Avril 2024

2.4. Situation de la balance des paiements

Les échanges extérieurs du Burkina Faso ont été marqués en 2023 par une évolution favorable des cours de l'or (+4,0%) tandis que le prix à la vente du coton fibre a enregistré une baisse de 1,6%. Parallèlement, le cours du baril du pétrole et celui du dollar ont subi des dépréciations. Dans ce contexte, le solde de la balance des transactions courantes devrait se détériorer sur la période du fait de la dégradation de la balance des biens et services et celle du revenu primaire qui serait atténué par la consolidation du solde excédentaire du revenu secondaire. Le compte de capital quant à lui connaîtrait une détérioration de son solde excédentaire et des entrées nettes de capitaux au titre du compte financier seraient enregistrées.

Au total, le **solde global de la balance des paiements** s'est amélioré en glissement annuel, mais reste tout de même déficitaire de 274,5 milliards au quatrième trimestre 2023, contre un déficit de 287,3 milliards noté un an plus tôt.

2.4.1 Compte des transactions courantes

Le déficit de la **balance des transactions courantes** est ressorti à 324,2 milliards au quatrième trimestre 2023 contre 187,7 milliards à la même période de l'année précédente, soit une aggravation de 72,7% en lien avec l'accentuation des déficits des comptes de revenu primaire (-101,1 milliards), de biens (-70,5 milliards) et de service (-10,6 milliards). Parallèlement, une hausse de l'excédent du compte de revenu secondaire (+45,8 milliards) a été constatée.

Le **déficit commercial** s'est accentué de 70,5 milliards par rapport à la même période de l'année 2022, pour ressortir à 101,0 milliards, en raison d'une hausse des importations (+40,6 milliards, soit +4,6%), conjuguée à la baisse des exportations (-29,9 milliards, soit -3,5%).

La progression des **importations** résulte essentiellement de l'alourdissement de la facture énergétique (+97,2 milliards, soit +27,7%) et de la hausse des acquisitions de biens d'équipement (+6,9 milliards, soit +5,0%). Cette évolution a été atténuée principalement par les replis des acquisitions de biens intermédiaires (-44,1 milliards,

soit -22,6%), des approvisionnements en produits alimentaires (-6,2 milliards, soit -6,3%) et en autres biens de consommation courante (-6,2 milliards, soit -8,1%). L'alourdissement de la facture énergétique est en lien avec la hausse du cours et du volume importé. Quant à l'augmentation des achats à l'extérieur de biens d'équipement, elle s'explique par le dynamisme de la demande intérieure.

La baisse des **exportations** est en lien avec le repli des ventes de coton (-59,4 milliards, soit -62,6%), des barres de fer (-7,6 milliards, soit -85,8%) et de la noix de cajou (-3,9 milliards, soit -51,9%), en raison des baisses des volumes expédiés et du cours du coton. Cette évolution a toutefois été modérée par la hausse des expéditions de l'or (+14,4 milliards, soit +2,6%), du sésame (+5,3 milliards, soit +16,0%) et du ciment (+3,9 milliards, soit +45,6%), du fait principalement de l'orientation favorable des cours de ces produits sur les marchés internationaux, à l'exception du ciment dont le cours est resté stable.

Le déficit de **la balance des services** s'est aggravé de 10,6 milliards (-6,5%) par rapport aux réalisations du même trimestre de l'année précédente, pour se fixer à 175,0 milliards, sous l'effet de la hausse des importations de services de transport.

Le déficit du compte de **revenu primaire** s'est, pour sa part, creusé de 101,1 milliards, pour ressortir à 135,5 milliards, en lien principalement avec l'augmentation des paiements au titre de la rémunération des investissements.

Le solde excédentaire du **revenu secondaire** s'est consolidé de 45,8 milliards par rapport au même trimestre de l'année précédente pour ressortir à 87,3 milliards, du fait de la hausse des transferts courants en faveur de l'Etat (+31,3 milliards) et de la hausse des envois de fonds des migrants (+8,3 milliards, soit +19,5%). Une absence de décaissements au titre des aides budgétaires a été constatée depuis le troisième trimestre 2022.

2.4.2 Compte de capital

L'excédent du compte de capital a replié de 33,5 milliards (-46,9%) par rapport aux réalisations notées à la même période de l'année dernière, en liaison avec la baisse des mobilisations de dons-projets reçus par l'Etat (-33,4 milliards, soit -58,9%).

2.4.3 Compte financier

En ligne avec les évolutions susmentionnées, le **besoin de financement** du Burkina Faso s'est aggravé de 170,0 milliards par rapport à son niveau de la même période de l'année précédente, pour s'établir à 286,2 milliards.

Un changement de profil des mouvements de capitaux au titre du **compte financier** est observé au quatrième trimestre 2023. En effet, des entrées de ressources financières à hauteur de 16,2 milliards sont constatés au cours de la période sous revue contre des sorties nettes de 166,8 milliards enregistrées à la même période de l'année 2022.

2.4.4 Solde global

Au total, le **solde global de la balance des paiements** s'est amélioré en glissement annuel, mais reste tout de même déficitaire de 274,5 milliards au quatrième trimestre 2023, contre un déficit de 287,3 milliards noté un an plus tôt.

2.5. Situation monétaire-marché monétaire et taux d'intérêt

2.5.1 Situation monétaire

L'évolution de la **situation monétaire** a été marquée, entre fin décembre 2022 et fin décembre 2023, par une progression des créances intérieures de 368,5 milliards de FCFA (+8,4%) et un repli des Actifs Extérieurs Nets (AEN) de 345,8 milliards de FCFA (-17,5%), conduisant à une contraction de la masse monétaire de 164,9 milliards (-2,9%). La masse monétaire de l'Union a enregistré une progression de 3,5% sur la même période.

2.5.1.1 Actifs Extérieurs Nets

Les **AEN des Institutions monétaires** sont ressortis à 1 626,3 milliards de FCFA à fin 2023, en repli de 17,5% par rapport à fin 2022. Ce reflux est imputable à la contraction des AEN des Autres Institutions de Dépôts (AID) (-597,4 milliards, -23,0%), atténuée par l'accroissement de ceux de la BCEAO (+251,6 milliards).

La baisse en variation annuelle des AEN des AID est imprimée, d'une part, par la baisse de leurs créances extérieures, sous forme de crédits octroyés aux entreprises privées des autres pays de l'Union (-233,2 milliards, soit -33,5%) et des souscriptions aux titres publics émis par les autres Etats de l'Union (-43,7 milliards, -2,2%) et, d'autre part, par l'accroissement de leurs engagements extérieurs à travers les dépôts reçus des agents économiques non-résidents (+195,5 milliards, soit +76,8%) et les crédits reçus des institutions financières non-résidentes (+55,6 milliards, soit +48,8%).

En ce qui concerne l'augmentation en glissement annuel des AEN de la BCEAO (+251,6 milliards, soit +40,3%), elle est impulsée essentiellement par les opérations d'entretien de la circulation fiduciaire (destructions et mouvements de billets inter-sites).

Pour mémoire, les AEN de l'Union se sont établis à 1.149,2 milliards à fin décembre 2023, en diminution de 3.308,8 milliards (-74,2%) sur un an, après un repli en glissement annuel de 42,5% à fin décembre 2022. Le niveau des réserves de change de l'Union couvre 3,6 mois d'importations de biens et services en 2023, contre 4,3 mois en 2022.

2.5.1.2 Créances intérieures

Les **créances intérieures** se sont établies à 4 764,7 milliards de FCFA à fin décembre 2023, enregistrant une progression de 8,4% par rapport à fin 2022, induite par la hausse des créances sur l'économie (+206,7 milliards soit +5,0%) et des Créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale (+161,8 milliards soit +57,5%).

Les **créances du système bancaire sur l'économie** se sont élevées à 4 321,2 milliards de FCFA à fin 2023, en hausse de 5,0% par rapport à leur niveau à fin 2022. Cette progression est expliquée principalement par l'accroissement des crédits bancaires octroyés aux sociétés non-financières privées (+207,7 milliards, soit +10,8%), aux ménages et ISBLSM (+6,9 milliards, soit +0,4%) et au secteur financier non-bancaire (+6,8 milliards FCFA, +13,8%). Parallèlement, les crédits aux sociétés non-financières publiques se sont réduits (-11,3 milliards, soit -3,2%).

En rappel, à fin décembre 2022, les **créances sur l'économie** avaient enregistré un accroissement de 560,6 milliards FCFA (+15,8%) en glissement annuel, après une

hausse de 365,4 milliards FCFA (+11,5%) entre fin décembre 2020 et fin décembre 2021.

Pour mémoire, les crédits à l'économie de l'Union se sont établis à 34.319,6 milliards de FCFA à fin décembre 2023, en hausse de 2.939,5 milliards FCFA (+9,4%) sur un an, après une progression annuelle de 14,4% à fin décembre 2022.

S'agissant des nouvelles mises en place de crédits, le montant cumulé à fin décembre 2023 s'est chiffré à 1.927,3 milliards de FCFA, enregistrant une contraction de 521,9 milliards de FCFA (-21,3%) sur un an. Au cours des cinq années précédentes, les nouvelles mises en place de crédits enregistrent une progression de 2,9% en moyenne par an. Cette évolution exceptionnelle en 2023 pourrait s'expliquer par les contraintes de liquidités éprouvées par les banques dans le contexte de durcissement de la politique monétaire pour endiguer les tensions inflationnistes. Le ralentissement de l'activité économique nationale par les activités terroristes en est également un facteur d'explication.

Pour ce qui concerne les **crédits recensés à la Centrale des Risques**, ils ont atteint un montant de 3 592,6 milliards de FCFA à fin décembre 2023, correspondant à une hausse de 0,9% par rapport fin décembre 2022.

La structure des crédits à l'économie a connu un changement par rapport à fin décembre 2022. En effet, le secteur « Industries manufacturières » occupe la troisième place au détriment du secteur « Bâtiments et travaux publics » qui occupe la quatrième place. Le secteur « transports, entrepôts et communications » qui occupait la dernière place, est passé au cinquième rang. Le secteur « Agriculture, Sylviculture et pêche » qui occupait la septième place vient en dernière position. Ainsi, la répartition sectorielle de l'encours des crédits recensés à la centrale des risques à fin décembre 2023, par ordre d'importance, est ci-après.

Tableau 6 : Répartition sectorielle des encours de crédits à l'économie à fin décembre 2023

N°	Secteurs d'activité	Encours des crédits à fin décembre 2023 (en milliards)	Part (en %) à fin décembre 2022	Part (en %) à fin décembre 2023
1	Services fournis à la collectivité	995,9	29,1	27,7
2	Commerce	858,7	27,8	23,9
3	Industrie manufacturière	427,3	11,3	11,9
4	Bâtiments et travaux publics	406,3	12,5	11,3
5	Transports, entrepôts et communications	281,9	1,8	7,8
6	Assurances et affaires immobilières	255,0	6,5	7,1
7	Industries extractives	209,0	6,4	5,8
8	Electricité, gaz et eau	83,7	2,1	2,3
9	Agriculture, sylviculture et pêche	74,7	2,4	2,1

Source : BCEAO, mars 2024

Les créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale, en s'établissant à +443,5 milliards, ont enregistré une progression de 161,8 milliards, attribuable aux créances nettes de la BCEAO (+139,2 milliards) et de celles des banques (+22,6 milliards, soit +10,2%).

En ce qui concerne la progression en variation annuelle des créances nettes de la BCEAO sur l'Administration Centrale, elle s'explique par un dégonflement des dépôts de l'Etat (-82,1 milliards), conjugué à la hausse de ses créances sur l'Etat, notamment la contrepartie des concours du FMI à l'Etat (+57,1 milliards).

La hausse en variation annuelle des créances nettes des AID sur l'Administration Centrale est imputable au repli des dépôts de l'Etat dans les banques (-27,7 milliards) ainsi qu'à la hausse des crédits directs octroyés à l'Etat (+18,3 milliards) et atténué par le repli de l'encours de titres publics détenus (-22,4 milliards).

2.5.1.3 Marché monétaire

En lien avec l'évolution de ses contreparties, **la masse monétaire** est ressortie à 5 552,0 milliards de FCFA à fin décembre 2023, enregistrant un reflux de 164,9 milliards (-2,9%). Ce repli est observé au niveau des dépôts transférables (-322,2 milliards, soit -11,4%) et atténué par la hausse de la circulation fiduciaire (+157,4 milliards, soit +19,0%).

En rappel, **la masse monétaire** avait connu une progression de 2,4% à fin décembre 2022 par rapport à son niveau de fin décembre 2021.

Cette tendance atypique enregistrée en 2023 pourrait s'expliquer par les incertitudes qui affectent l'économie du fait du contexte sécuritaire et des fortes tensions inflationnistes de 2022 qui ont impacté le pouvoir d'achat des populations, réduisant leurs capacités de dépôts.

Pour mémoire, **la masse monétaire** de l'Union est ressortie à 47.891,9 milliards à fin décembre 2023 en hausse de 3,7% sur un an, après des progressions de 11,3% à fin décembre 2022 et 16,3% à fin décembre 2021.

2.5.2 Interventions de la BCEAO et taux d'intérêt

Les engagements des établissements de crédit du Burkina Faso vis-à-vis de l'Institut d'émission sont ressortis à 1 508,3 milliards au 31 décembre 2023, soit une baisse annuelle de 304,2 milliards (-16,8%).

La Banque Centrale a poursuivi, en 2023, le relèvement de ses taux directeurs entamé en 2022 à la suite de la hausse de l'inflation dans l'Union. Le Comité de Politique Monétaire a ainsi procédé, à trois (03) reprises, au relèvement, de 25 points de pourcentage, des taux directeurs de la BCEAO. Le taux minimum de soumission aux injections de liquidité est passé de 2,7500% en vigueur depuis le 16 décembre 2022 à 3,5000% à compter du 16 décembre 2023 et le taux de prêt marginal de 4,7500% à 5,5000%, sur la même période.

Dans ces conditions, le taux moyen mensuel du marché monétaire (TMM), est ressorti à fin décembre 2023 à 4,4959 % contre 2,6290% en fin décembre 2022.

S'agissant des **conditions de banque issues de l'enquête de la BCEAO**, le taux moyen appliqué aux crédits s'est établi à 7,6462% en 2023 contre 7,5335% en 2022, soit une hausse de 11,3 points de base sur un an. En ce qui concerne la rémunération

des dépôts, le taux moyen s'est fixé à 5,3076% en 2023 contre 5,7256% en 2022, soit un repli de 41,8 points de base.

III. SUIVI DES INDICATEURS MACROECONOMIQUES

De l'estimation de l'activité économique en 2023, le profil des indicateurs macroéconomiques du Burkina Faso se présentent ainsi qu'il suit :

- ✓ **le ratio « besoin de financement⁷ rapporté au PIB nominal » est** ressorti à 6,7% en 2023 contre 10,9%, en amélioration de 4,2 points de pourcentage ;
- ✓ **le taux d'inflation en moyenne annuelle** s'est établi à 0,7% en 2023, en baisse de 13,4 points de pourcentage par rapport à 2022 ;
- ✓ **le ratio « encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal »** s'est situé à 56,3% en 2023 contre 57,3% en 2022, soit une baisse de 1,0 point de pourcentage ;
- ✓ **le ratio « masse salariale sur recettes fiscales »** s'est inscrit en amélioration continue en 2023 en s'établissant à 43,6% contre 46,0% en 2022 ;
- ✓ **le taux de pression fiscale** s'est situé s'est amélioré en ressortant à 18,0% en 2023 contre 17,3% en 2022.

Tableau 7 : Récapitulatif de quelques indicateurs macroéconomiques entre 2021 et 2023 (en %)

Indicateurs macroéconomiques	2021	2022	2023
Ratio déficit budgétaire rapporté au PIB nominal	7,6	10,9	6,7
Taux d'inflation annuel moyen	3,9	14,1	0,7
Ratio encours total de la dette sur PIB nominal	55,1	57,3	56,3
Ratio masse salariale sur recettes fiscales	55,3	46,0	43,6
Taux de pression fiscale	15,7	17,3	18,0

Source : CNPE, avril 2024

⁷ Ce ratio issu du MSFP 2014 approxime le solde global dons compris (base engagement) du TOFE MSFP 1986.

CONCLUSION

L'activité économique au Burkina Faso en 2023 s'est inscrite en amélioration de son rythme de croissance après le ralentissement enregistré en 2022, dans un contexte de persistance de la crise sécuritaire au Sahel et des tensions géopolitiques au niveau mondiale. En effet, le taux de croissance du PIB réel est ressorti à 3,0% en 2023 après 1,8% en 2022. La reprise de l'activité économique en 2023, s'est réalisée dans un contexte d'atténuation des pressions inflationnistes enregistrées une année plus tôt. En effet, l'inflation annuelle moyenne s'est affichée à 0,7% à fin décembre 2023 après 14,1% à fin décembre 2022.

L'exécution des opérations financières de l'Etat en 2023, s'est soldée par une amélioration du déficit budgétaire de 4,2 points de pourcentage en s'établissant à 6,7% après 10,9% en 2022 en lien avec la hausse des recettes, ressortant à 21,8% du PIB en 2023 contre 21,3% en 2022, et la contraction des dépenses, passant de 32,2% en 2023 à 28,6% du PIB en 2022. S'agissant de l'encours de la dette publique, il est ressorti à 6 946,3 milliards de FCFA à fin décembre 2023, en hausse de 3,1%, représentant respectivement 56,3% contre 57,3% du PIB en 2022. Le service de la dette a connu une hausse de 14,1% en 2023 pour ressortir à 1 221,1 milliards de FCFA. En pourcentage des recettes propres, le service de la dette est passé de 47,5% en 2022 à 49,0% en 2023.

Les transactions du Burkina Faso avec le reste du monde ont été marquées par une détérioration du solde courant en 2023 du fait de la dégradation de la balance des biens et services et de celle du revenu primaire. Cette détérioration a été toutefois atténuée par la consolidation du solde excédentaire des revenus secondaires. Dans l'ensemble, le solde global de la balance des paiements s'est amélioré tout en restant déficitaire de 274,5 milliards F CFA en 2023, contre un déficit de 287,3 milliards F CFA noté un an plus tôt.

En 2023, les principaux indicateurs de stabilité macroéconomique suivis dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA ont affiché des évolutions relativement favorables dans l'ensemble, traduisant une poursuite de la résilience de l'économie dans un contexte de crise sécuritaire persistante. En effet, le déficit budgétaire, le taux d'inflation, le taux d'endettement, la masse salariale rapporté aux recettes fiscales se sont inscrits en baisse et le taux de pression fiscale s'est davantage consolidé. L'évolution de ces indicateurs est en phase avec les objectifs du programme économique et financier 2023-2027 conclus avec le FMI, notamment la création d'un espace budgétaire pour les dépenses prioritaires ; le renforcement de la résilience aux chocs et le renforcement de la discipline budgétaire.

ANNEXES

Annexe 1 : Equilibre ressources-emplois en francs courants aux prix du marché	II
Annexe 2 : Equilibre ressources-emplois en francs constants aux prix 2015.....	V
Annexe 3 : TOFE recettes-charges	IX
Annexe 4 : TOFE actif-passif	XII
Annexe 5 : Dette publique.....	XIV
Annexe 6 : Balance des paiements	XV
Annexe 7 : Créances sur l'économie.....	XVI
Annexe 8 : Situation des autres institutions de dépôt.....	XVII
Annexe 9 : Situation de la Banque centrale.....	XVIII
Annexe 10 : Créances nettes sur l'administration publique centrale	XIX
Annexe 11 : Actifs extérieurs nets des institutions de dépôt	XX
Annexe 12 : Situation des autres institutions de dépôt.....	XXI
Annexe 14 : Créances sur l'économie.....	XXII

Annexe 1 : Equilibre ressources-emplois en francs courants aux prix du marché

INTITULE	2019	2020	2021	2022	2023
SECTEUR PRIMAIRE	1 711,6	1 827,8	1 883,4	2 602,9	2 771,9
<i>Dont SECTEUR PRIMAIRE INFORMEL</i>	1 317,5	1 406,9	1 449,7	2 003,6	2 133,7
Agriculture, élevage, sylviculture, chasse et pêche	1 711,6	1 827,8	1 883,4	2 602,9	2 771,9
<i>Dont Agriculture, élevage, sylviculture, chasse et pêche informel</i>	1 317,5	1 406,9	1 449,7	2 003,6	2 133,7
Agriculture	1 213,0	1 364,9	1 439,9	2 130,4	2 271,5
<i>Agriculture hors égrenage de coton</i>	1 147,5	1 338,7	1 409,4	2 116,7	2 269,1
<i>dont Cultures vivrières</i>	743,7	884,3	930,0	1 407,4	1 512,9
<i>dont Cultures de rente</i>	403,8	454,4	479,4	709,3	756,3
<i>Egrenage de coton</i>	65,4	26,2	30,5	13,7	2,4
Elevage	314,9	267,3	210,8	232,2	259,4
Chasse et activités de service connexes	1,7	1,8	2,2	2,2	2,2
Sylviculture et exploitation forestière	149,7	159,3	189,5	195,7	196,3
Pêche et aquaculture	32,4	34,4	41,0	42,3	42,5
SECTEUR SECONDAIRE	2 576,3	3 006,6	3 110,3	3 030,1	3 076,7
<i>Dont SECTEUR SECONDAIRE INFORMEL</i>	1 186,7	1 384,8	1 432,6	1 395,7	1 417,2
Activités extractives	1 229,5	1 603,0	1 620,7	1 621,6	1 689,0
<i>Dont Activités extractives informel</i>	265,6	346,2	350,1	350,3	364,8
<i>dont Extraction d'hydrocarbures (pétrole brut et gaz naturel)</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>dont Extraction de minerais de fer</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>dont Extraction de minerais d'uranium</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>dont Extraction de minerais d'or</i>	1 099,6	1 495,1	1 485,5	1 514,0	1 594,5
<i>dont Activités de soutien aux industries extractives</i>	57,8	59,3	72,5	74,2	80,0
Activités de fabrication	978,0	1 023,4	1 086,2	1 027,3	1 013,1
<i>Dont Activités de fabrication informelles</i>	795,7	832,7	883,8	835,9	824,3
<i>dont Fabrication de produits alimentaires, boissons et tabac</i>	672,1	731,4	783,1	720,4	709,6
<i>dont Fabrication de textiles, habillements et articles en cuir</i>	103,3	106,8	109,8	117,0	121,6
<i>dont Raffinage pétrolier, cokéfaction</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>dont Fabrication de produits chimiques, plastiques et caoutchouc</i>	35,9	37,4	42,8	40,9	42,5
<i>dont Autres industries, services de réparation et d'installation d'équipements professionnels</i>	166,6	147,9	150,6	149,0	139,4
Production et distribution d'électricité, d'eau, de gaz; Assainissement et gestion des déchets	74,1	91,6	101,7	92,4	76,8
<i>Dont Energie et assainissement informel</i>	17,9	22,1	24,6	22,4	18,6
<i>dont Production et distribution d'électricité, gaz, vapeur et climatisation</i>	54,0	66,7	74,1	67,4	55,9
<i>dont Production et distribution d'eau</i>	20,1	24,8	27,6	25,1	20,8
<i>dont Réseaux d'assainissement, gestion des déchets et activités de remise en état</i>					
Construction	294,8	288,6	301,7	288,7	297,9
<i>Dont Construction informelle</i>	75,4	73,9	77,2	73,9	76,2
SECTEUR TERTIAIRE	4 256,9	4 586,3	4 888,8	5 304,9	5 311,3
<i>Dont SECTEUR TERTIAIRE INFORMEL</i>					
SECTEUR TERTIAIRE MARCHAND	1 956,0	2 112,3	2 248,9	2 459,5	2 406,9
SECTEUR TERTIAIRE NON MARCHAND	2 300,9	2 474,0	2 639,9	2 845,4	2 904,4
<i>dont Administrations publiques</i>	1 607,5	1 752,6	1 889,2	2 069,5	2 107,9
<i>dont Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBL)</i>	188,9	210,6	229,7	227,2	236,4
<i>dont Autres services non marchands</i>	504,5	510,7	521,0	548,8	560,1
Commerce, Transport et entreposage, Hébergement et restauration	1 133,0	1 239,8	1 265,6	1 490,1	1 395,0
<i>Dont Activités informelles de Commerce, transport et entreposage, d'hébergement et restauration</i>	774,1	844,8	846,6	938,4	899,2
Commerce	802,3	893,7	882,7	950,2	917,4
<i>Dont Commerce informel</i>	551,2	614,0	606,5	652,8	630,3
<i>dont commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles</i>					
<i>dont commerce de gros, hors auto, motos et accessoires</i>					
<i>dont commerce de détail, hors auto, motos et accessoires</i>					
Transport et entreposage	119,8	128,6	162,3	299,0	243,0
<i>Dont Transport et entreposage informel</i>	22,9	24,6	31,0	57,2	46,4
<i>dont Activités postales et de courrier</i>					

Hébergement et restauration	210,9	217,5	220,6	241,0	234,6
<i>Dont : Hébergement et restauration informel</i>	200,0	206,2	209,1	228,5	222,4
Information et communication	246,0	249,4	277,1	300,4	303,7
<i>Dont : Activités informelles d'information et communication</i>					
Activités financières et d'assurances	162,4	186,2	227,0	241,3	247,9
<i>Dont : Activités financières et d'assurances informelles</i>	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
Activités immobilières	504,5	510,7	521,0	548,8	560,1
<i>Dont : Activités immobilières informelles</i>	109,6	110,9	113,1	119,2	121,6
<i>Dont : Loyers imputés</i>	504,5	510,7	521,0	548,8	560,1
Activités professionnelles, scientifiques et techniques : services de soutien et de	108,2	112,4	123,5	107,0	116,4
<i>Dont : Activités professionnelles, scientifiques et techniques, services de soutien de bureau informelles</i>	11,3	11,7	12,9	11,2	12,1
<i>dont Activités professionnelles, scientifiques et</i>	<i>65,3</i>	<i>67,9</i>	<i>74,6</i>	<i>64,6</i>	<i>70,3</i>
<i>dont Services de soutien et de bureau</i>	<i>42,9</i>	<i>44,5</i>	<i>48,9</i>	<i>42,4</i>	<i>46,1</i>
Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire; Education; Santé et action sociale	1 720,1	1 890,1	2 037,6	2 238,8	2 276,6
Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	1 057,1	1 113,7	1 212,4	1 308,6	1 346,4
Éducation	465,2	522,0	542,6	611,7	611,7
<i>Dont : Éducation informelle</i>	3,5	3,9	4,1	4,6	4,6
<i>Dont : Éducation APU</i>	409,9	459,9	478,1	539,0	539,0
<i>Dont : Éducation ISBLSM</i>	36,5	41,0	42,6	48,0	48,0
Santé et activités d'action sociale	197,8	254,4	282,6	318,6	318,6
<i>Dont : Santé et action sociale informelle</i>	7,0	9,1	10,1	11,3	11,3
<i>Dont : Santé et action sociale APU</i>	133,5	171,7	190,7	215,0	215,0
<i>Dont : Santé et action sociale ISBLSM</i>	45,9	59,0	65,5	73,9	73,9
Autres activités de services	382,7	397,6	436,9	378,4	411,6
Arts, spectacles et loisirs	66,0	68,5	75,3	65,2	70,9
<i>Dont : Arts, spectacles et loisirs informels</i>	12,8	13,3	14,7	12,7	13,8
<i>Dont : Arts, spectacles et loisirs APU</i>	7,0	7,2	8,0	6,9	7,5
<i>Dont : Arts, spectacles et loisirs ISBLSM</i>	0,8	0,9	1,0	0,8	0,9
Autres activités de services non classés ailleurs	204,7	212,7	233,8	202,5	220,2
<i>Dont : Autres services n.c.a informels</i>	99,1	103,0	113,1	98,0	106,6
<i>Dont : Autres services n.c.a APU</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dont : Autres services n.c.a ISBLSM</i>	105,7	109,8	120,6	104,5	113,6
Activités spéciales des ménages	112,0	116,4	127,9	110,7	120,4
<i>Dont : Activités spéciales des ménages informels</i>	112,0	116,4	127,9	110,7	120,4
<i>Dont Activités des ménages en tant qu'employeur de personnel domestique</i>					
Activités des organisations et organismes extraterritoriaux					
Services d'intermédiation financière indirectement mesurée (Si non ventilé aux branches consommatrices)					
Impôts sur les produits	848,9	781,7	1 010,3	823,5	1 195,6
<i>Dont : TVA</i>	586,7	540,3	698,2	569,2	826,3
PIB AUX PRIX DU MARCHÉ	9 393,8	10 202,3	10 892,7	11 761,4	12 355,6
PIB MARCHAND	7 092,9	7 728,3	8 252,8	8 915,9	9 451,2
<i>Dont : Valeur ajoutée informelle</i>					
PIB NON MARCHAND	2 300,9	2 474,0	2 639,9	2 845,4	2 904,4
Consommation de capital fixe (CCF)					
<i>Dont : CCF Public</i>					
IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	2 926,3	2 954,9	3 235,7	3 916,5	3 970,0
Biens	2 511,3	2 567,4	2 817,8	3 444,2	3 446,2
Services	415,0	387,4	417,9	472,2	523,8
RESSOURCES TOTALES	12 320,1	13 157,1	14 128,5	15 677,8	16 325,5
DEPENSE DE CONSOMMATION FINALE	7 715,6	8 164,3	8 855,6	9 431,8	9 699,8
<i>Dont : Consommation finale individuelle</i>	6 413,4	6 861,1	7 551,3	8 126,6	8 393,6
<i>Dont : Consommation finale collective</i>	1 302,2	1 303,2	1 304,2	1 305,2	1 306,2
Dépenses de consommation finale des ménages	5 468,1	5 810,3	6 285,2	6 590,6	6 821,9
Dépenses de consommation finale des APU	1 925,7	2 018,4	2 209,7	2 516,9	2 567,4
<i>Consommation finale individualisable des APU</i>	623,5	715,2	905,4	1 211,6	1 261,1
<i>Consommation finale collective des APU</i>	1 302,2	1 303,2	1 304,2	1 305,2	1 306,2
Dépenses de consommation finale des ISBLSM	321,9	335,5	360,7	324,3	310,5
<i>Consommation finale individualisable des ISBLSM</i>	321,9	335,5	360,7	324,3	310,5
<i>Consommation finale collective des ISBLSM</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

FORMATION BRUTE DE CAPITAL	1 856,0	1 750,9	1 690,5	2 551,7	2 802,6
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	1 769,8	1 811,6	1 935,0	2 496,6	2 650,0
<i>FBCF par secteurs institutionnels</i>					
FBCF privée	919,6	974,8	1 041,2	1 071,7	1 083,4
Dont : Bâtiments et ouvrages de génie civil	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont : Machines et équipements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
FBCF publique	746,5	734,7	784,8	1 251,1	1 375,5
Dont : Bâtiments et ouvrages de génie civil	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont : Machines et équipements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont : Systèmes d'armes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
FBCF ISBLSM	103,7	102,1	109,0	173,8	191,1
<i>FBCF totale par types d'actifs</i>					
Bâtiments et ouvrages de génie civil	858,8	879,1	939,0	1 211,5	1 285,9
Machines et équipements	704,9	721,5	770,7	994,4	1 055,4
Systèmes d'armes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres FBCF	206,1	211,0	225,3	290,7	308,6
VARIATIONS DE STOCKS					
	84,5	-62,7	-246,7	52,9	150,5
ACQUISITIONS MOINS CESSIONS D'OBJETS DE	1,7	2,0	2,1	2,1	2,2
EXPORTATIONS DE BIENS ET DE SERVICES					
	2 748,4	3 242,0	3 582,4	3 694,3	3 823,1
Biens	2 499,8	3 011,7	3 335,7	3 436,8	3 559,6
Services	248,6	230,2	246,7	257,5	263,5
EMPLOIS TOTAUX					
	12 320,1	13 157,1	14 128,5	15 677,8	16 325,5
<i>vérification</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>PIB selon l'optique revenus</i>					
PIB optique revenus	9 393,8	10 202,3	10 892,7	11 761,4	12 355,6
Rémunération des salariés	2 247,7	2 219,9	2 384,6	2 497,5	2 547,2
Impôts nets des subventions sur la production	893,3	762,0	982,7	800,9	1 172,0
Excédent brut d'exploitation (EBE) / Revenu mixte	6 252,8	7 220,4	7 525,4	8 463,0	8 636,3
<i>vérification</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Autres agrégats</i>					
PIB par tête (en francs CFA)	450 105,1	475 065,9	492 922,7	517 230,0	528 049,3
Revenus nets des facteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Rémunérations des salariés nets (reçus du - versés au RdM)</i>					
<i>Revenus de la propriétés nets (reçus du - versés au RdM)</i>					
Revenu national brut (RNB)	9 393,8	10 202,3	10 892,7	11 761,4	12 355,6
Transferts courants nets (reçus du - versés au R)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu national disponible brut (RNDB)	9 393,8	10 202,3	10 892,7	11 761,4	12 355,6
Epargne nationale brute	1 678,2	2 038,0	2 037,2	2 329,6	2 655,8
Solde Capacité / Besoin de financement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Annexe 2 : Equilibre ressources-emplois en francs constants aux prix 2015

INTITULE	2019	2020	2021	2022	2023
SECTEUR PRIMAIRE	1 778,0	1 796,6	1 665,8	1 847,3	1 892,6
<i>Dont SECTEUR PRIMAIRE INFORMEL</i>					
Agriculture, élevage, sylviculture, chasse et pêche	1 778,0	1 796,6	1 665,8	1 847,3	1 892,6
<i>Dont Agriculture, élevage, sylviculture, chasse et pêche informel</i>	1 311,1	1 324,9	1 228,4	1 362,3	1 395,7
Agriculture	1 225,5	1 258,7	1 128,5	1 274,7	1 312,1
Agriculture hors égrenage de coton	1 138,2	1 338,7	1 409,4	2 116,7	2 269,1
dont Cultures vivrières	811,5	954,4	1 004,9	1 509,2	1 617,8
dont Cultures de rente	326,7	384,3	404,6	607,6	651,3
Egrenage de coton	73,8	75,8	68,0	76,8	79,0
Elevage	377,4	379,3	388,4	403,2	412,3
Chasse et activités de service connexes	1,7	1,7	1,7	1,7	1,8
Sylviculture et exploitation forestière	147,7	145,1	147,3	149,0	149,8
Pêche et aquaculture	32,6	32,1	32,6	32,9	33,1
SECTEUR SECONDAIRE	2 273,2	2 499,2	2 672,9	2 441,2	2 485,8
<i>Dont SECTEUR SECONDAIRE INFORMEL</i>	1 137,9	1 251,1	1 338,0	1 222,0	1 244,3
Activités extractives	822,2	908,2	1 000,9	851,8	830,1
<i>Dont Activités extractives informel</i>	182,4	201,5	222,1	189,0	184,2
dont Extraction d'hydrocarbures (pétrole brut et gaz naturel)					
dont Extraction de minerais de fer					
dont Extraction de minerais d'uranium					
dont Extraction de minerais d'or	686,4	792,4	875,5	768,6	760,7
dont Activités de soutien aux industries extractives	51,7	50,6	55,4	54,3	57,1
Activités de fabrication	905,0	944,9	972,2	975,9	1 011,7
<i>Dont Activités de fabrication informelles</i>	707,9	739,1	760,4	763,3	791,3
dont Fabrication de produits alimentaires, boissons et tabac	630,9	669,5	691,0	701,4	725,8
dont Fabrication de textiles, habillements et articles en cuir	105,4	109,8	113,3	113,1	117,6
dont Raffinage pétrolier, cokéfaction					
dont Fabrication de produits chimiques, caoutchouc, plastiques, produits en verre et autres industries	25,8	25,3	28,3	27,0	28,2
dont Autres industries, services de réparation et d'installation d'équipements professionnels	143,0	140,5	139,6	134,4	140,0
Production et distribution d'électricité, d'eau, de gaz; Assainissement et gestion des déchets	58,4	63,5	68,4	69,1	71,7
<i>Dont Energie et assainissement informel</i>	17,7	19,2	20,7	20,9	21,7
dont Production et distribution d'électricité, gaz, vapeur et climatisation	58,4	63,5	68,4	69,1	71,7
dont Production et distribution d'eau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
dont Réseaux d'assainissement, gestion des déchets et activités de remise en état					
Construction	496,7	581,5	596,5	484,4	560,9
<i>Dont Construction informelle</i>	134,6	157,6	161,6	131,2	152,0
SECTEUR TERTIAIRE	3 963,9	3 870,8	4 344,0	4 567,7	4 723,8

<i>Dont SECTEUR TERTIAIRE INFORMEL</i>	1 511,7	1 476,2	1 656,7	1 742,0	1 801,6
<i>SECTEUR TERTIAIRE MARCHAND</i>	2 255,8	2 191,0	2 007,9	2 273,6	2 331,9
<i>SECTEUR TERTIAIRE NON MARCHAND</i>	1 708,1	1 679,8	2 336,2	2 294,2	2 392,0
<i>dont Administrations publiques</i>	1 138,2	1 119,3	1 556,6	1 528,6	1 593,8
<i>dont Institutions sans but lucratif au service des ménages</i>	143,5	141,1	196,2	192,7	200,9
<i>dont Autres services non marchands</i>	426,5	419,4	583,3	572,8	597,3
Commerce, Transport et entreposage, Hébergement et restauration	1 115,3	1 130,1	1 201,6	1 264,1	1 298,5
<i>Dont Activités informelles de Commerce, transport et entreposage, d'hébergement et restauration</i>	767,6	777,8	827,0	870,1	893,7
Commerce	800,4	809,0	844,1	880,2	898,7
<i>Dont Commerce informel</i>	532,2	537,9	561,2	585,3	597,6
<i>dont commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles</i>					
<i>dont commerce de gros, hors auto, motos et accessoires</i>					
<i>dont commerce de détail, hors auto, motos et accessoires</i>					
Transport et entreposage	101,2	98,4	124,4	136,9	146,3
<i>Dont Transport et entreposage informel</i>	21,9	21,3	26,9	29,6	31,7
<i>dont Activités postales et de courrier</i>					
Hébergement et restauration	213,6	222,7	233,1	247,0	253,5
<i>Dont : Hébergement et restauration informel</i>	199,6	208,2	217,9	230,9	236,9
Information et communication	267,1	263,6	294,5	310,7	321,9
<i>Dont : Activités informelles d'information et communication</i>	1,4	1,4	1,6	1,7	1,7
Activités financières et d'assurances	148,8	169,8	206,9	217,7	224,9
<i>Dont : Activités financières et d'assurances informelles</i>	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
Activités immobilières	485,6	491,4	498,3	509,3	520,0
<i>Dont : Activités immobilières informelles</i>	105,5	106,7	108,2	110,6	112,9
<i>Dont : Loyers imputés</i>	366,4	370,7	375,9	384,2	392,3
Activités professionnelles, scientifiques et techniques ; services de soutien et de bureau	100,3	100,3	110,8	108,8	121,2
<i>Dont : Activités professionnelles, scientifiques et techniques, services de soutien de bureau informelles</i>	8,5	8,5	9,4	9,2	10,3
<i>dont Activités professionnelles,</i>	58,8	58,8	64,9	63,8	71,0
<i>dont Services de soutien et de bureau</i>	41,5	41,5	45,8	45,0	50,1
Administrations publiques et défense; sécurité sociale obligatoire; Education; Santé et action sociale	1 481,9	1 358,7	1 608,3	1 729,0	1 768,8
Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	898,7	822,1	980,3	1 018,4	1 055,3
Éducation	427,8	377,8	437,8	495,4	497,4
<i>Dont : Education informelle</i>	3,3	2,9	3,4	3,8	3,8
<i>Dont : Education APU</i>	376,3	332,3	385,1	435,8	437,6
<i>Dont : Education ISBLSM</i>	33,4	29,5	34,1	38,6	38,8
Santé et activités d'action sociale	155,3	158,8	190,2	215,2	216,1
<i>Dont : Santé et action sociale informelle</i>	5,8	5,9	7,1	8,0	8,0
<i>Dont : Santé et action sociale APU</i>	107,4	109,8	131,5	148,8	149,4
<i>Dont : Santé et action sociale ISBLSM</i>	32,4	33,1	39,6	44,9	45,0
Autres activités de services	362,9	363,2	400,9	393,8	438,5
Arts, spectacles et loisirs	61,1	61,2	67,5	66,4	73,9
<i>Dont : Arts, spectacles et loisirs informels</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dont : Arts, spectacles et loisirs APU</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dont : Arts, spectacles et loisirs ISBLSM</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres activités de services non classés ailleurs	191,1	191,3	211,2	207,4	231,0

<i>Dont : Autres services n.c.a informels</i>	93,0	93,0	102,7	100,9	112,4
<i>Dont : Autres services n.c.a APU</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dont : Autres services n.c.a ISBLSM</i>	98,4	98,5	108,8	106,8	119,0
Activités spéciales des ménages	110,6	110,7	122,2	120,0	133,7
<i>Dont : Activités spéciales des ménages informels</i>	110,6	110,7	122,2	120,0	133,7
<i>Dont Activités des ménages en tant qu'employeur de personnel domestique</i>					
Activités des organisations et organismes extraterritoriaux					
Services d'intermédiation financière indirectement mesurée (Si non ventilé aux branches consommatrices)					
Impôts sur les produits	854,8	869,7	949,2	961,9	1 021,5
<i>Dont : TVA</i>	498,9	507,6	554,0	561,4	596,2
PIB AUX PRIX DU MARCHÉ	9 345,9	9 582,7	10 910,2	11 093,6	12 112,9
PIB MARCHAND	7 637,7	7 902,9	8 574,0	8 799,5	9 721,0
<i>Dont : Valeur ajoutée informelle</i>					
PIB NON MARCHAND	1 708,1	1 679,8	2 336,2	2 294,2	2 392,0
Consommation de capital fixe (CCF)					
<i>Dont : CCF Public</i>					
IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	3 057,3	3 104,3	3 305,9	3 387,3	3 469,0
Biens	2 657,5	2 703,4	2 879,9	2 941,6	3 000,1
Services	401,0	402,4	427,7	447,5	472,1
RESSOURCES TOTALES	12 403,2	12 687,0	14 216,1	14 481,0	15 582,0
DEPENSE DE CONSOMMATION FINALE	7 424,4	7 361,9	7 875,3	7 926,6	8 102,0
<i>Dont : Consommation finale individuelle</i>	6 369,1	6 315,4	6 755,8	6 799,9	6 950,3
<i>Dont : Consommation finale collective</i>	1 055,4	1 046,5	1 119,5	1 126,8	1 151,7
Dépenses de consommation finale des ménages	5 428,7	5 549,2	5 710,1	5 590,6	5 728,5
Dépenses de consommation finale des APU	1 696,9	1 543,3	1 821,4	1 952,1	1 984,5
<i>Consommation finale individualisable des APU</i>	523,8	476,4	562,3	602,6	612,6
<i>Consommation finale collective des APU</i>	1 173,1	1 066,9	1 259,2	1 349,5	1 371,9
Dépenses de consommation finale des ISBLSM	290,6	279,6	310,6	337,1	341,7
<i>Consommation finale individualisable des ISBLSM</i>	290,6	279,6	310,6	337,1	341,7
<i>Consommation finale collective des ISBLSM</i>					
FORMATION BRUTE DE CAPITAL	2 134,1	1 827,9	1 647,3	1 930,5	2 859,6

FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	2 064,8	2 196,5	2 266,3	2 688,0	2 837,1
<i>FBCF par secteurs institutionnels</i>					
FBCF privée	974,5	1 069,9	1 109,8	1 056,1	1 041,8
<i>Dont : Bâtiments et ouvrages de génie civil</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dont : Machines et équipements</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
FBCF publique	941,1	966,3	990,8	1 446,4	1 601,9
<i>Dont : Bâtiments et ouvrages de génie civil</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dont : Machines et équipements</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dont : Systèmes d'armes</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
FBCF ISBLSM	130,7	134,2	137,6	200,9	222,5
<i>FBCF totale par types d'actifs</i>	2 064,8	2 196,5	2 266,3	2 688,0	2 837,1
Bâtiments et ouvrages de génie civil	1 006,2	1 070,4	1 104,4	1 309,9	1 382,5
Machines et équipements	800,7	851,8	878,8	1 042,4	1 100,2
Systèmes d'armes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres FBCF	257,9	274,4	283,1	335,8	354,4
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
VARIATIONS DE STOCKS	105,2	-70,5	-251,7	-373,9	-1 571,1
ACQUISITIONS MOINS CESSIIONS D'OBJETS	1,4	1,5	1,6	1,4	1,4
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
EXPORTATIONS DE BIENS ET DE SERVICES	2 346,7	2 625,8	2 977,4	2 963,1	2 906,5
Biens	2 098,1	2 378,4	2 710,4	2 698,3	2 642,7
Services	247,9	240,9	255,3	252,9	253,0
EMPLOIS TOTAUX	11 894,2	12 377,2	13 634,2	14 527,2	16 147,7
PIB par tête (en francs CFA)					

Annexe 3 : TOFE recettes-charges

INTITULE	2018	2019	2020	2021	2022	2023
RECETTES	2397,5	1832,1	1937,6	2189,1	2505,7	2694,4
Recettes fiscales	2047,3	1419,2	1370,3	1705,8	2039,0	2220,5
Impôts sur le revenu, les bénéfiques et les gains en capital	1067,7	443,0	449,5	565,2	712,4	713,8
A la charge des personnes physiques	453,1	149,5	181,7	178,3	206,0	223,2
A la charge des sociétés et autres entreprises	267,1	249,5	225,8	325,7	430,0	402,8
Autres impôts sur le revenu, les bénéfiques et les gains en ca	347,5	43,9	42,0	61,2	76,4	87,9
Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	12,4	13,2	14,6	16,2	18,2	18,5
Impôts sur le patrimoine	13,0	14,3	18,5	19,6	21,4	14,7
Impôts périodiques sur la propriété immobilière	4,8	4,9	4,8	6,1	7,1	7,5
Impôts périodiques sur le patrimoine net	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les mutations par décès, les successions, les do	7,8	8,6	10,3	8,8	7,3	0,4
Impôt sur le capital	0,3	0,8	3,4	4,7	6,6	6,8
Autres impôts périodiques sur le patrimoine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0
Impôts sur les biens et services	756,5	755,7	705,1	867,3	996,9	1178,5
Impôts généraux sur les biens et services	569,6	571,8	525,3	652,1	758,9	853,0
Taxes sur la valeur ajoutée	537,7	536,7	485,0	607,2	708,9	783,1
Taxe sur la valeur ajoutée (intérieure)	0,0	275,5	218,2	302,9	279,3	327,9
Taxe sur la valeur ajoutée (importation)	0,0	261,2	266,8	304,3	429,6	455,3
Impôts sur la vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le chiffre d'affaires et autres impôts généraux st	2,6	2,8	5,5	8,3	8,9	12,0
Impôts sur les transactions financières et en capital	29,3	32,3	34,9	36,5	41,1	57,9
Accises	162,6	161,1	163,9	194,7	214,4	226,1
Bénéfices des monopoles fiscaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur des services déterminés	16,4	16,4	13,2	17,1	15,4	17,7
Taxes sur l'utilisation ou la permission d'utiliser des biens ou	7,8	5,8	2,1	2,3	7,7	11,4
Taxes sur les véhicules à moteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes sur l'utilisation ou la permission d'utiliser des	7,8	5,8	2,1	2,3	7,7	11,4
Patentes et licences	3,9	1,7	1,0	1,3	0,4	1,8
Taxes de pollution	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de radio et télévision	3,8	4,1	1,1	1,0	7,3	9,0
Licences et permis aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes sur l'utilisation ou la permission d'utiliser des biens ou d'exercer des activités non classées ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
Autres impôts sur les biens et services	0,0	0,6	0,5	1,1	0,5	70,2
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	197,0	192,3	181,9	237,3	286,9	292,0
Droits de douane et autres droits à l'importation	196,5	191,3	181,6	210,0	286,4	291,4
dont Droits de douane	0,0	154,2	144,2	144,2	235,8	255,1
Taxes à l'exportation	0,5	0,9	0,3	0,3	0,4	0,5
dont Droits spéciaux sur les exportations	0,0	0,9	0,3	0,3	0,4	0,5
Bénéfices des monopoles d'exportation ou d'importation	0,0	0,0	0,0	26,9	0,0	0,0
Bénéfices de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les opérations de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le commerce extérieur et les transactions	0,0	0,2	0,0	0,1	0,1	0,1
Autres recettes fiscales	0,7	0,7	0,7	0,1	3,2	2,9
A la charge exclusive des entreprises	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,1
A la charge d'autres entités ou non identifiables	0,7	0,7	0,7	0,0	3,0	2,8
Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations de sécurité sociale	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A la charge des salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A la charge des employeurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A la charge des travailleurs indépendants ou des personnes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Non ventilables	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres cotisations sociales	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A la charge des salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A la charge des employeurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Imputées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	215,1	134,3	301,6	260,2	263,1	203,5

Reçus d'administrations publiques étrangères	42,2	54,7	70,6	103,9	45,5	20,8
Courants	21,4	28,9	22,2	17,6	0,0	0,0
En capital	20,8	25,8	48,3	86,3	45,5	20,8
Reçus d'organisations internationales	172,9	79,6	231,0	156,3	217,5	182,7
Courants	71,3	59,5	137,4	63,4	60,3	0,0
En capital	101,6	20,1	93,6	93,0	157,3	182,7
Reçus d'autres unités d'administration publique	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Courants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres recettes	135,1	278,6	265,7	223,0	203,6	270,5
Revenu de la propriété	104,8	235,0	216,1	168,3	161,0	204,3
Intérêts	4,1	2,1	2,3	1,7	2,7	1,4
Aux non résidents	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux résidents autres que les administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux autres unités d'administration publiques	4,1	2,1	2,3	1,7	2,7	1,4
Dividendes	38,8	45,1	58,6	53,0	72,3	102,3
Aux non résidents	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux résidents	38,8	45,1	58,6	53,0	72,3	102,3
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété pour décaissement de revenu des i	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers	61,8	187,8	155,2	113,6	86,0	100,7
Bénéfices réinvestis des investissements directs étrangers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ventes de biens et services	23,8	25,2	23,3	30,5	28,2	30,9
Ventes des établissements marchands	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits administratifs	12,1	13,5	8,2	12,0	18,0	21,4
Ventes résiduelles des établissements non marchands	11,8	11,7	15,1	18,5	10,2	9,5
Ventes imputées des biens et services	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amendes, pénalités et confiscations	6,5	18,4	12,0	7,3	13,8	27,6
Transferts non classés ailleurs	0,0	0,0	14,3	17,0	0,6	7,7
Transferts courants non classés ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,7
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,7
Transferts en capital non classés ailleurs	0,0	0,0	14,3	17,0	0,6	0,0
Primes, droits et indemnités d'assurance autres que qu'assurance-vie et régimes de garantie standard	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Primes, droits et indemnités courantes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	0,0		0,0	0,0		0,0
CHARGES	1533,2	1704,3	1752,7	2058,0	2579,5	2266,6
Rémunération des salariés	704,5	840,1	891,1	942,6	937,9	968,8
Salaires et traitements	663,1	793,4	835,0	890,9	884,0	871,6
Traitements et salaires en espèces	654,4	781,3	835,0	864,7	859,0	853,5
Traitements et salaires en nature	8,7	12,2	0,0	26,1	25,0	18,1
Cotisations sociales d'employeurs	41,4	46,7	56,1	51,8	53,9	97,2
Cotisations sociales employeurs effectives	41,4	46,7	56,1	51,8	53,9	97,2
Cotisations sociales employeurs imputées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Utilisation de biens et services	327,8	230,3	174,5	194,4	252,8	229,5
Consommation de capital fixe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts	97,2	114,5	139,9	192,5	221,9	284,9
Aux non-résidents	23,1	21,5	23,5	28,6	33,3	42,3
Aux résidents autre que les administrations publiques	74,1	92,9	116,4	163,9	188,6	242,6
Aux autres unités d'administration publique	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	62,7	17,0	112,2	159,7	679,7	200,6
Aux sociétés publiques	57,9	10,8	103,4	154,5	673,8	195,4
Aux entreprises privées	4,8	6,2	8,8	5,3	6,0	5,2
Aux autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	218,2	211,3	221,9	286,6	335,2	408,4
Aux administrations publiques étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Courants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux organisations internationales	4,9	3,9	16,1	20,7	5,8	5,2

2621	Courants	4,9	3,9	16,1	20,7	5,8	5,2
2622	En capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
263	Aux autres unités des administrations publiques	213,3	207,4	205,8	265,9	329,4	403,2
2631	Courants	194,4	207,4	205,8	254,4	323,2	307,1
2632	En capital	18,9	0,0	0,0	11,5	6,3	96,0
27	Prestations sociales	45,7	100,8	93,6	106,8	104,7	107,8
271	Prestations de sécurité sociale	0	0	0	0	0	0
2711	Prestations de sécurité sociale en espèce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2712	Prestations de sécurité sociale en nature	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
272	Prestations d'assistance sociale	40,3	95,0	87,5	99,8	97,7	97,2
2721	Prestations d'assistance sociale en espèce	40,3	95,0	87,5	99,8	97,7	95,1
2722	Prestations d'assistance sociale en nature	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,1
273	Prestations sociales liées à l'emploi	5,4	5,8	6,1	6,9	7,1	10,6
2731	Prestations sociales liées à l'emploi en espèce	5,4	5,8	6,1	6,9	7,1	10,6
2732	Prestations sociales liées à l'emploi en nature	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
28	Autres charges	77,1	190,3	119,4	175,3	47,2	66,7
281	Charges liées à la propriété autres que les intérêts	0	0,0	0,0	0,0	0	0
2811	Dividende	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
28111	Aux non résidents	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
28112	Aux résidents	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2812	Prélèvement sur le revenu des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2813	Charges liées à la propriété pour décaissement de revenu de	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2814	Loyers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2815	Bénéfices réinvestis des investissements directs étrangers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
282	Transferts non classés ailleurs	75,3	190,3	117,5	173,0	44,8	64,0
2821	Transferts courants non classés ailleurs	75,3	190,3	116,1	157,7	29,6	55,7
2822	Transferts en capital non classés ailleurs	0,0	0,0	1,4	15,3	15,2	8,3
283	Primes, droits et indemnités d'assurance autres qu'assurance-vie et régimes de garantie standard	1,8	0,0	1,9	2,3	2,4	2,7
2831	Primes, droits et indemnités courantes	1,8	0,0	1,9	2,3	2,4	2,7
2832	Indemnités en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
							0,0
	Solde net de gestion	864,3	127,8	184,9	131,0	-73,8	427,8

Annexe 4 : TOFE actif-passif

CODES	INTITULE	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Solde net de gestion / TRANSACTIONS NETTES SUR ACTIFS ET PASSIFS	864,3	127,8	184,9	131,0	-73,8	427,8
31	Acquisitions nettes d'actifs non financiers	543,3	445,6	717,7	957,7	1208,8	1260,2
d'actifs non financiers	Acquisitions nettes d'actifs non financiers intérieurs	543,3	445,6	717,7	957,7	1208,8	1260,2
311	Actifs fixes	510,5	414,0	708,7	948,6	1199,0	1214,4
3111	Bâtiments et ouvrages de génie civil	452,4	344,3	656,2	857,6	500,0	768,6
31111	Logements	55,8	46,3	48,2	76,9	47,4	192,9
31112	Bâtiments non résidentiels	52,0	75,3	62,3	82,8	66,8	209,0
31113	Autres ouvrages de génie civil	344,6	222,7	545,7	698,0	385,8	285,2
31114	Améliorations de terrains	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	81,6
3112	Machines et équipement	48,7	66,6	38,9	51,1	183,8	167,3
31121	Matériels de transports	8,3	8,4	8,0	6,9	12,6	21,2
31122	Machines et équipements autres que matériels de transport				44,2	171,3	146,1
311221	Équipements des technologies de l'information et des télécommunications				3,7	45,7	12,6
311222	Machines et équipements non classés ailleurs	40,5	58,2	30,8	40,5	125,5	133,4
311221	Autres actifs fixes	9,3	3,1	13,6	39,8	135,7	75,8
311222	Ressources biologiques cultivées	1,6	3,1	2,8	0,0	1,7	37,6
3113	Droits de propriété intellectuelle	7,7	0,0	10,8	39,8	134,1	38,2
3114	Système d'armes	0,0	0,0	0,0	0,0	379,4	202,7
31132	Stocks	8,2	0,7	3,0	0,3	0,8	1,6
3114	Matières premières et fournitures	8,2	0,7	3,0	0,3	0,8	1,6
312	Travaux en cours	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31221	Produits finis	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31222	Biens destinés à la revente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31223	Stocks militaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31224	Objets de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31225	Actifs non produits	24,6	30,8	6,0	8,7	9,0	44,3
313	Terrains	23,1	15,8	5,9	7,8	8,7	3,9
314	Réserves de minerais et de produits énergétiques	0,2	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0
3141	Autres actifs naturels	0,8	13,7	0,1	0,9	0,3	40,3
3142	Actifs incorporels non produits	0,5	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
3143	Acquisitions nettes d'actifs non financiers extérieurs	0,0	0,0	0,0			0,0
3144	Actifs fixes	510,5	0,0	0,0			0,0
	Bâtiments et ouvrages de génie civil	452,4	0,0	0,0			0,0
311	Logements	55,8	0,0	0,0			0,0
3111	Bâtiments non résidentiels	52,0	0,0	0,0			0,0
31111	Autres ouvrages de génie civil	344,6	0,0	0,0			0,0
31112	Améliorations de terrains	0,0	0,0	0,0			0,0
31113	Machines et équipement	48,7	0,0	0,0			0,0
31114	Matériels de transports	8,3	0,0	0,0			0,0
3112	Machines et équipements autres que matériels de transport	40,5	0,0	0,0			0,0
311221	Autres actifs fixes	9,3	0,0	0,0			0,0
311222	Ressources biologiques cultivées	1,6	0,0	0,0			0,0
3113	Droits de propriété intellectuelle	7,7	0,0	0,0			0,0
31131	Système d'armes	0,0	0,0	0,0			0,0
31132	Stocks	8,2	0,0	0,0			0,0
3114	Matières premières et fournitures	8,2	0,0	0,0			0,0
312	Travaux en cours	0,0	0,0	0,0			0,0
3121	Produits finis	0,0	0,0	0,0			0,0
3122	Biens destinés à la revente	0,0	0,0	0,0			0,0
3123	Stocks militaires	0,0	0,0	0,0			0,0
3124	Objets de valeur	0,0	0,0	0,0			0,0
3125	Actifs non produits	24,6	0,0	0,0			0,0
313	Terrains	23,1	0,0	0,0			0,0
314	Réserves de minerais et de produits énergétiques	0,2	0,0	0,0			0,0
3141	Autres actifs naturels	0,8	0,0	0,0			0,0
3142	Actifs incorporels non produits	0,5	0,0	0,0			0,0
3143		0,0	0,0	0,0			0,0
3144	Capacité/besoin de financement = Financement	321,0	-317,7	-532,8	-826,6	-1282,7	-832,4

	Acquisition nette d'actifs financiers	-43,3	-27,2	-1,2	232,5	-201,4	-110,5
	Intérieurs	-45,5	-28,5	-2,9	228,0	-206,2	-117,3
32	Numéraire et dépôts	-88,7	-4,7	-48,9	217,7	-196,7	-105,8
321	Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3212	Bons du Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3213	Emprunts obligataires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Marché régional	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Crédits	-10,1	-23,8	49,2	10,2	-9,5	-11,5
	dont Prêts nets rétrocédés	0,0	-23,8	49,2	0,0	0,0	0,0
3214	Prêts nets bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Avances accordées par l'Etat nettes des re	0,0	-23,8	49,2	10,2	-9,5	0,0
	Actions et parts de fonds d'investissement	53,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Systèmes d'assurance, de pensions et de garanties sta	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3215	Produits financiers dérivés et options sur titres des sala	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3216	Autres comptes à recevoir	0,0	0,0	-3,2	0,0	0,0	0,0
3217	Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3218	Divers et autres comptes à recevoir	0,0	0,0	-3,2	0,0	0,0	0,0
32181	Extérieurs	2,2	1,3	1,7	4,5	4,8	6,8
32182	Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322	Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3222	Bons du Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3223	Emprunts obligataires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Marché régional	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Administrations publiques (bilatéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3224	Organisations internationales (multilatéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Sociétés financières autres qu'organisations intern	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Actions et parts de fonds d'investissement	2,2	1,3	1,7	4,5	4,8	6,8
	Systèmes d'assurance, de pensions et de garanties sta	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3225	Produits financiers dérivés et options sur titres des sala	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3226	Autres comptes à recevoir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3227	Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3228	Divers et autres comptes à recevoir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
		0,0					0,0
33282	Accroissement net de passifs	330,1	289,0	526,2	1051,4	1078,3	728,7
	Intérieurs	67,6	-8,4	26,2	301,8	993,8	593,3
33	Numéraire et dépôts	70,0	-30,0	61,8	3,3	201,4	154,2
331	Titres de créance	126,4	7,9	47,7	318,3	213,0	344,2
3312	Bons du Trésor	0,0	0,0	-104,0	33,5	-103,6	52,5
3313	Emprunts obligataires	0,0	7,9	151,6	284,8	394,9	291,7
	Marché régional	0,0	7,9	77,6	249,7	316,9	357,7
	Autres	0,0	0,0	74,1	35,1	78,0	-66,0
	Crédits	-54,1	-33,6	-33,4	-136,6	302,8	-53,9
	dont Tirage net du FMI	0,0	29,1	0,0	0,0	0,0	0,0
3314	Actions et parts de fonds d'investissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Systèmes d'assurance, de pensions et de garanties sta	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3315	Produits financiers dérivés et options sur titres des sala	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3316	Autres comptes à payer.	-74,8	47,3	-50,0	116,7	276,6	148,8
3317	Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3318	Divers et autres comptes à payer	-74,8	47,3	-50,0	116,7	276,6	148,8
	PM						
33181	Extérieurs	262,6	297,5	500,1	749,6	84,5	135,5
33182	Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
332	Titres de créance	186,7	200,3	347,7	484,6	-71,8	-91,2
3322	Bons du Trésor	0,0	7,4	82,8	68,9	-166,0	26,3
3323	Emprunts obligataires	0,0	192,9	264,9	415,8	94,2	-117,6
	Marché régional	0,0	192,9	264,9	415,8	94,2	-117,6
	Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Crédits	75,9	97,2	152,4	265,0	156,3	226,7
	dont Emprunts nets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3324	Bilatéral	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Multilatéral	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Actions et autres participations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Réserves techniques d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3325	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3326	Autres comptes à payer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3327	Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3328	Divers et autres comptes à payer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
							0,0
33282	SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL, DONCS COMPRIS	331,1	-293,9	-582,0	-836,9	-1273,2	-820,9

Annexe 5 : Dette publique

CODES	INTITULE	2019	2020	2021	2022	2023
	Selon la monnaie					
63B0	Encours de la dette (=63C0=63D0)	3 952,29	4 765,45	5 998,33	6 736,52	6 946,26
63B01	En monnaie nationale	2 081,48	2 709,67	3 597,61	4 178,34	4 283,04
63B03	En devises	1 870,81	2 055,79	2 400,72	2 558,18	2 663,21
	Selon l'instrument de la dette (=63B0=63D0)					
63C0	Encours de la dette	3 952,29	4 765,45	5 998,33	6 736,52	6 946,26
63C01	Droits de tirages spéciaux (DTS)	0,59	0,20	91,65	91,64	111,21
63C02	Numéraire et dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63C03	Titres de créance	1 505,29	1 861,38	2 655,95	2 791,85	3 189,43
	Bons du Trésor	244,43	242,01	356,46	86,86	157,49
	Emprunts obligataires	1 260,87	1 619,37	2 299,49	2 704,99	3 031,94
63C04	Crédits	2 446,40	2 903,87	3 250,73	3 853,03	3 645,62
	dont Dette extérieure	2 039,29	2 238,12	2 643,68	2 847,57	2 964,79
1	Bilatérale	227,30	273,94	314,06	317,54	322,60
2	Multilatérale	1 811,99	1 964,19	2 329,62	2 530,03	2 642,19
63C06	Systèmes d'assurances, de pensions et de gar	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63C08	Autres comptes à payer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	dont Arriérés de salaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Selon le créancier (détenteur / secteur de la contrepartie) (=63B0=63C0)					
63D0	Encours de la dette	3 952,29	4 765,45	5 998,33	6 736,52	6 946,26
63D1	Intérieurs	1 913,00	2 527,33	3 354,66	3 888,95	3 981,46
63D11	Administrations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	dont Dette envers les collectivités locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Caisse de sécurité sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Etablissements Publics Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63D12	Banque Centrale	134,64	214,11	290,81	276,25	332,91
1	dont Prêts FMI	134,04	213,90	199,17	184,61	221,70
63D13	Autres institutions de dépôts	1 629,10	2 176,83	3 022,20	3 313,69	3 575,55
1	Bons du Trésor	244,43	242,01	356,46	86,86	157,49
2	Emprunts bancaires	123,80	315,45	366,25	521,84	386,12
63D14	Sociétés financières non classées ailleurs	0,43	0,00	0,00	0,00	0,00
	dont Fonds de pensions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63D15	Sociétés non financières	148,84	136,40	41,64	299,01	73,00
63D16	Ménages et ISBL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	dont Salaires titrisés impayés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63D2	Extérieurs	2 039,29	2 238,12	2 643,68	2 847,57	2 964,79
63D21	Administrations publiques (bilatéral)	227,30	273,94	314,06	317,54	322,60
63D22	Organisations internationales (multilatéral)	1 811,99	1 964,19	2 329,62	2 530,03	2 642,19
63D23	Sociétés financières autres qu'organisations in	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Bons de trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63D24	Autres non-résidents	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Annexe 6 : Balance des paiements

Présentation Analytique	4ème Trim 2022	1er Trim 2023	2e Trim 2023	3e Trim 2023	4e Trim 2023
	SOLDE	SOLDE	SOLDE	SOLDE	SOLDE
Compte des transactions courantes	-187 733,6	-232 149,6	-265 985,1	-313 947,7	-324 196,0
Biens et services	-194 820,5	-184 560,8	-220 179,9	-265 892,0	-275 982,7
Biens	-30 492,0	-42 433,0	-73 079,5	-124 486,1	-101 028,7
Services	-164 328,4	-142 127,8	-147 100,3	-141 405,9	-174 954,0
Revenu primaire	-34 386,7	-132 762,8	-128 678,1	-133 419,6	-135 534,1
– Intérêt sur dette publique	-41 249,6	-30 095,1	-50 762,8	-47 035,6	-36 415,5
Revenu secondaire	41 473,6	85 174,0	82 872,8	85 363,9	87 320,9
Administrations publiques	5 256,4	36 846,6	37 110,3	36 878,6	36 586,5
– Aides budgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	36 217,2	48 327,4	45 762,5	48 485,3	50 734,4
– Envois de fonds des travailleurs	42 749,5	47 284,5	48 960,4	49 188,1	51 077,5
Compte de capital	71 568,2	115 916,6	82 379,9	41 312,7	38 024,0
Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	62,7	61,1	61,0	62,3	60,1
Transferts de capital	71 505,5	115 855,5	82 318,9	41 250,3	37 963,9
Administration publique	56 751,6	101 247,0	67 820,2	26 535,9	23 351,6
– Remises de dette	0,0	624,4	611,2	0,0	0,0
– Autres transferts de capital	56 751,6	100 622,6	67 209,0	26 535,9	23 351,6
Autre secteurs	14 753,9	14 608,5	14 498,8	14 714,4	14 612,3
Capacité (+) / besoin (-) de financement	-116 165,4	-116 233,0	-183 605,3	-272 635,0	-286 171,9
Compte financier	166 820,4	193 783,1	-401 087,9	-306 261,2	-16 249,8
Investissement direct	-329 271,2	-106 957,0	-107 405,8	-103 993,2	-109 472,1
Titres de participation	-212 789,7	-100 707,9	-101 150,3	-97 073,8	-103 899,7
Instruments de dettes	-116 481,4	-6 249,1	-6 255,5	-6 919,3	-5 572,5
Investissements de portefeuille	298 805,0	-127 286,7	-128 318,9	-111 633,1	-132 886,5
Titres de participation	-13 080,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres de créances (Bons et obligations)	311 885,2	-127 286,7	-128 318,9	-111 633,1	-132 886,5
Dérivés financiers (autres que rétroactifs)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	197 286,6	428 026,8	-165 363,2	-90 634,9	226 108,8
Administrations publiques	45 651,1	-73 103,8	-9 898,2	-106 580,9	64 353,8
Autres secteurs	151 635,4	501 130,5	-155 465,0	15 946,0	161 755,0
Erreurs et omissions nettes	-4 321,9	-4 304,9	-4 930,5	-3 146,1	-4 575,5
Solde global	-287 307,7	-314 321,0	212 552,1	30 480,1	-274 497,7
Avoirs et engagements extérieurs	287 307,7	314 321,0	-212 552,1	-30 480,1	274 497,7
Banque centrale	470 607,7	-232 405,0	12 338,9	-26 295,1	-5 208,3
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	-183 300,0	546 726,0	-224 891,0	-4 185,0	279 706,0

Annexe 7 : Créances sur l'économie

CREANCES SUR L'ECONOMIE - BURKINA					
Encours en milliards de FCFA					
Poste	déc.-19	déc.-20	déc.-21	déc.-22	déc.-23
CREANCES DES INSTITUTIONS DE DEPOTS	2 916,2	3 188,5	3 553,9	4 114,5	4 321,2
Créances de la BCEAO	6,3	7,9	7,7	9,2	9,0
Crédits	6,2	7,7	6,8	7,4	6,5
Autres secteurs résidents	4,2	4,3	4,1	3,7	3,8
Secteur financier non-bancaire	2,0	3,4	2,8	3,7	2,7
Actions et autres participations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Créances des banques	2 909,8	3 180,6	3 546,2	4 105,3	4 312,2
Crédit bancaire	2 900,5	3 169,4	3 532,5	4 093,4	4 293,8
Secteur financier non-bancaire	11,9	11,0	36,7	49,6	56,5
Secteur public	231,9	239,9	289,0	374,3	353,2
Administration locale	21,1	3,0	0,0	15,1	5,4
Sociétés non-financières publiques	210,8	236,8	289,0	359,2	347,9
Secteur privé	2 656,7	2 918,5	3 206,9	3 669,5	3 884,1
Sociétés non-financières privées	1 367,4	1 572,6	1 717,7	1 927,0	2 134,7
Ménages et ISBLSM	1 289,3	1 345,9	1 489,2	1 742,5	1 749,4
Titres autres qu'actions	0,7	3,1	6,4	0,0	0,3
Secteur financier non-bancaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur public	0,7	2,2	0,0	0,0	0,0
Administration locale	0,7	1,8	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières publiques	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0
Secteur privé	0,0	1,0	6,4	0,0	0,3
Sociétés non financières privées	0,0	1,0	6,4	0,0	0,3
Actions et autres participations	3,9	4,7	4,1	4,0	4,0
Secteur financier non-bancaire	1,8	3,3	1,5	1,9	1,8
Secteur public	0,2	0,0	0,5	0,7	0,0
Sociétés non financières publiques	0,2	0,0	0,5	0,7	0,0
Secteur privé	1,9	1,4	2,1	1,4	2,2
Sociétés non financières privées	1,9	1,4	2,1	1,4	2,2

Source : BCEAO

Annexe 8 : Situation des autres institutions de dépôt

SITUATION DES AUTRES INSTITUTIONS DE DEPOT - BURKINA						
<i>Encours en milliards - FCFA</i>						
Poste	déc.-18	déc.-19	déc.-20	déc.-21	déc.-22	déc.-23
ACTIF						
Actifs extérieurs nets	1 133,0	1 431,8	1 778,2	2 169,3	2 596,2	1 998,8
Créances sur les non-résidents	1 604,2	1 775,5	2 089,9	2 455,9	2 968,3	2 624,3
Engagements envers les non-résidents	-471,2	-343,6	-311,7	-286,6	-372,1	-625,5
Créances sur la Banque Centrale	245,2	253,3	451,8	649,9	510,4	433,6
Numéraire	78,6	90,6	103,4	113,3	131,7	154,5
Dépôts	166,5	162,7	348,5	536,6	378,6	279,1
Autres créances sur la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Créances nettes sur l'administration centrale	124,0	193,6	170,9	28,9	221,1	243,7
Créances sur l'administration centrale	464,3	556,6	744,9	874,1	1 158,8	1 154,7
Engagements envers l'administration centrale	-340,3	-363,0	-574,0	-845,2	-937,7	-911,0
Créances sur l'économie	2 659,0	2 909,8	3 180,6	3 546,2	4 105,3	4 312,2
Créances sur les autres sociétés financières	13,3	18,5	17,7	41,4	59,4	72,4
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	1,0	21,8	4,9	0,0	15,1	5,4
Créances sur les sociétés non-financières publiques	252,4	211,0	237,1	289,4	360,0	347,8
Créances sur le secteur privé	2 392,2	2 658,6	2 920,9	3 215,4	3 670,9	3 886,6
PASSIF						
Engagements envers la banque centrale	548,6	815,0	904,0	1 088,2	1 812,5	1 508,3
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire au sens large	1 486,2	1 576,3	2 007,9	2 480,2	2 511,9	2 189,2
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire au sens large	1 429,2	1 571,6	1 780,7	1 967,6	2 073,9	2 073,8
Titres autres qu'actions inclus dans la masse monétaire au sens larg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts exclus de la masse monétaire au sens large	133,7	149,8	181,8	228,3	289,3	380,9
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire au sens large	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Emprunts	25,0	33,4	26,7	67,1	59,5	73,1
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves techniques d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	454,4	534,3	632,7	723,6	837,8	912,3
Autres postes (net)	83,9	108,3	47,7	-160,6	-151,9	-149,2
<i>Source : BCEAO</i>						

Annexe 9 : Situation de la Banque centrale

AGREGATS DE MONNAIE - BURKINA						
Encours en milliards de FCFA						
Poste	déc.-18	déc.-19	déc.-20	déc.-21	déc.-22	déc.-23
Monnaie au sens large et ses composantes						
Circulation fiduciaire	577,8	655,9	697,7	833,5	828,7	986,1
Billets et monnaies mis en circulation	665,9	752,8	809,8	953,4	967,1	1 147,2
Encaisses des banques (à déduire)	78,6	90,6	103,4	113,3	131,7	154,5
Encaisses des Trésors (à déduire)	9,4	6,3	8,7	6,6	6,6	6,6
Dépôts transférables	1 711,0	1 828,6	2 300,5	2 783,6	2 813,9	2 491,8
BCEAO	0,4	2,2	2,9	1,9	0,4	1,0
Banques	1 486,2	1 576,3	2 007,9	2 480,2	2 511,9	2 189,2
CCP et CNE	224,4	250,2	289,7	301,6	301,6	301,6
M1	2 288,8	2 484,5	2 998,2	3 617,2	3 642,7	3 477,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 429,5	1 571,9	1 781,0	1 967,9	2 074,2	2 074,1
BCEAO	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Banques	1 429,2	1 571,6	1 780,7	1 967,6	2 073,9	2 073,8
Masse monétaire (M2)	3 718,3	4 056,4	4 779,2	5 585,1	5 716,9	5 552,0
Contreparties de la masse monétaire						
Actifs extérieurs nets	1 443,5	1 508,5	1 983,7	2 636,8	1 972,1	1 626,3
BCEAO	310,5	76,7	205,5	467,4	-624,1	-372,5
Banques	1 133,0	1 431,8	1 778,2	2 169,3	2 596,2	1 998,8
Créances intérieures	2 721,9	3 068,0	3 380,8	3 487,4	4 396,1	4 764,7
Créances nettes sur l'Administration Centrale	57,2	151,8	192,4	-66,5	281,6	443,5
BCEAO	-66,7	-41,7	21,4	-95,4	60,6	199,8
Banques	124,0	193,6	170,9	28,9	221,1	243,7
Créances sur l'économie	2 664,7	2 916,2	3 188,5	3 553,9	4 114,5	4 321,2
BCEAO	5,7	6,3	7,9	7,7	9,2	9,0
Banques	2 659,0	2 909,8	3 180,6	3 546,2	4 105,3	4 312,2
Passifs à caractère non monétaire (2)	630,1	719,8	842,3	1 020,1	1 187,9	1 370,5
Actions et autres participations dans les ID	470,9	535,8	633,2	724,1	838,3	912,8
BCEAO	16,5	1,6	0,5	0,5	0,5	0,5
Banques	454,4	534,3	632,7	723,6	837,8	912,3
Engagements non monétaires des ID	159,1	184,0	209,1	296,0	349,6	457,7
Dépôts exclus de M2	134,1	150,6	182,4	228,9	290,1	384,6
Emprunts	25,0	33,4	26,7	67,1	59,5	73,1
Titres autres qu'actions exclus de M2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes nets (3)	-182,9	-199,7	-257,0	-481,1	-536,5	-531,5
dont contrepartie des dépôts auprès des CCP	-224,4	-250,2	-289,7	-301,6	-301,6	-301,6
Total des contreparties de M2 (4)	3 718,3	4 056,4	4 779,2	5 585,1	5 716,9	5 552,0
Vérification verticale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque Centrale.						
(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôt et de leurs engagements non-monétaires envers les autres secteurs.						
(3) Composé des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non-classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers						
(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non-monétaire - Autres postes nets.						
<i>Source : BCEAO</i>						

Annexe 10 : Créances nettes sur l'administration publique centrale

CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE - BURKINA					
<i>Encours en milliards de FCFA</i>					
Poste	déc.-19	déc.-20	déc.-21	déc.-22	déc.-23
Créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale	151,8	192,4	-66,5	281,6	443,5
Créances nettes de la BCEAO	-41,7	21,4	-95,4	60,6	199,8
Créances	118,6	214,7	290,0	276,1	333,2
Crédits	118,6	214,7	290,0	276,1	333,2
Concours adossés aux DTS	0,6	0,2	91,6	91,6	91,6
Concours consolidés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours du FMI	118,0	214,5	198,4	184,4	241,5
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (1)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille de titres du Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres créances (2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements	160,3	193,3	385,4	215,5	162,8
Encaisses du Trésor	6,3	8,7	6,6	6,6	6,6
Dépôts	154,0	184,5	378,8	208,9	126,8
Autres engagements (3)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	193,6	170,9	28,9	221,1	243,7
Créances	556,6	744,9	874,1	1 158,8	1 154,7
Crédits	8,6	65,1	113,7	277,6	295,9
Portefeuille de titres du Trésor	548,0	679,8	760,4	881,2	858,8
Actions et autres participations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements	363,0	574,0	845,2	937,7	911,0
dont dépôts	363,0	574,0	845,0	936,1	908,4
(1) Les créances sur position extérieure négative et autres créances financières dues par les Etats.					
(2) Les dépenses pour le compte des Etats à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur les Etats.					
(3) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte des Etats.					
<i>Source : BCEAO</i>					

Annexe 11 : Actifs extérieurs nets des institutions de dépôt

ACTIFS EXTERIEURS NETS DES INSTITUTIONS DE DEPOT - BURKINA					
<i>Encours en milliards de FCFA</i>					
	2019M12	2020M12	2021M12	2022M12	2023M12
Poste	déc.-19	déc.-20	déc.-21	déc.-22	déc.-23
ACTIFS EXTERIEURS NETS	1 508,5	1 983,7	2 636,8	1 972,1	1 626,3
BCEAO	76,7	205,5	467,4	-624,1	-372,5
Créances sur les non-résidents	1 032,0	970,2	1 044,1	168,7	524,4
<u>Avoirs officiels de réserve</u>	<u>31,3</u>	<u>134,1</u>	<u>240,1</u>	<u>168,2</u>	<u>157,7</u>
Or Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies Étrangères	1,8	2,3	0,6	1,6	5,1
Dépôts et Titres inclus dans les réserves officielles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dép. Transf. Inclus dans les Réserves Officielles ME	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres Dép. Inclus dans les Réserves Officielles, Autres ME	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres Inclus dans les Réserves Officielles ME	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Position de réserve au FMI	17,1	13,3	21,9	17,7	18,3
Avoirs en DTS	12,4	118,5	217,6	149,0	134,3
Autres actifs extérieurs	1 000,6	836,1	804,0	0,5	366,7
Engagements extérieurs	955,2	764,7	576,7	792,8	896,9
Engagements extérieurs de court terme	118,2	206,7	199,5	187,6	238,6
Dépôts de non-résidents à court terme en monnaie étrangère	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dép. Transf. Excl. MMSL Non-Résidents Court Terme ME	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres Dép. Excl. MMSL Non-Résidents Court Terme ME	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits FMI	118,2	206,7	199,5	187,6	238,6
Autres engagements extérieurs	837,0	558,0	377,2	605,2	658,3
Allocation DTS	45,9	44,7	140,4	142,2	138,3
Autres	791,1	513,3	236,8	463,1	520,0
Dép. Transf. Excl. MMSL Non-Résidents , Autres MN	175,1	189,8	232,1	304,7	338,5
Autres Dép. Excl. MMSL Non-Résidents MN	15,7	4,1	4,7	14,3	2,2
Autres Crédits Non-Résidents Long Terme ME	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres Comptes à Payer, Autres Non-Résidents MN	600,4	319,4	0,0	144,1	139,8
Autres Comptes à Payer, Autres Non-Résidents ME	0,0	0,0	0,0	0,0	39,5
AUTRES INSTITUTIONS DE DEPOT	1 431,8	1 778,2	2 169,3	2 596,2	1 998,8
Créances sur les non-résidents	1 775,5	2 089,9	2 455,9	2 968,3	2 624,3
Avoirs en monnaies étrangères	3,1	4,8	2,9	6,1	1,2
Dépôts	98,8	110,0	165,2	257,7	182,7
Dépôts transférables	81,4	89,0	149,8	220,4	157,5
Autres dépôts	17,3	20,9	15,5	37,3	25,2
Crédits	686,5	584,5	545,7	700,3	476,1
Pensions	147,0	68,5	76,0	3,5	12,5
Autres crédits	539,5	516,0	469,7	696,8	463,6
Titres autres qu'actions	935,9	1 340,1	1 694,2	1 957,7	1 914,0
Actions et autres titres de participation	48,8	48,7	45,2	45,3	47,5
Autres créances	2,3	1,9	2,7	1,2	2,7
Crédits commerciaux / avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres comptes à recevoir	2,3	1,9	2,7	1,2	2,7
Engagements envers les non résidents	343,6	311,7	286,6	372,1	625,5
Dépôts	186,0	193,6	191,1	254,5	450,0
Dépôts transférables	120,4	128,5	107,4	165,6	248,7
Autres dépôts	65,5	65,1	83,7	88,9	201,4
Crédits	154,4	115,3	90,8	114,0	169,6
Pensions	5,0	0,0	0,0	10,0	5,0
Autres crédits	149,4	115,3	90,8	104,0	164,6
Autres engagements	3,3	2,7	4,7	3,6	5,8
Autres comptes à payer	3,3	2,7	4,7	3,6	5,8

Source : BCEAO

Annexe 12 : Situation des autres institutions de depot

SITUATION DES AUTRES INSTITUTIONS DE DEPOT - BURKINA					
<i>Encours en milliards - FCFA</i>					
Poste	déc.-19	déc.-20	déc.-21	déc.-22	déc.-23
ACTIF					
Actifs extérieurs nets	1 431,8	1 778,2	2 169,3	2 596,2	1 998,8
Créances sur les non-résidents	1 775,5	2 089,9	2 455,9	2 968,3	2 624,3
Engagements envers les non-résidents	-343,6	-311,7	-286,6	-372,1	-625,5
Créances sur la Banque Centrale	253,3	451,8	649,9	510,4	433,6
Numéraire	90,6	103,4	113,3	131,7	154,5
Dépôts	162,7	348,5	536,6	378,6	279,1
Autres créances sur la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Créances nettes sur l'administration centrale	193,6	170,9	28,9	221,1	243,7
Créances sur l'administration centrale	556,6	744,9	874,1	1 158,8	1 154,7
Engagements envers l'administration centrale	-363,0	-574,0	-845,2	-937,7	-911,0
Créances sur l'économie	2 909,8	3 180,6	3 546,2	4 105,3	4 312,2
Créances sur les autres sociétés financières	18,5	17,7	41,4	59,4	72,4
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	21,8	4,9	0,0	15,1	5,4
Créances sur les sociétés non-financières publiques	211,0	237,1	289,4	360,0	347,8
Créances sur le secteur privé	2 658,6	2 920,9	3 215,4	3 670,9	3 886,6
PASSIF					
Engagements envers la banque centrale	815,0	904,0	1 088,2	1 812,5	1 508,3
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire au sens large	1 576,3	2 007,9	2 480,2	2 511,9	2 189,2
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire au sens large	1 571,6	1 780,7	1 967,6	2 073,9	2 073,8
Titres autres qu'actions inclus dans la masse monétaire au sens larg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts exclus de la masse monétaire au sens large	149,8	181,8	228,3	289,3	380,9
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire au sens large	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Emprunts	33,4	26,7	67,1	59,5	73,1
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves techniques d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	534,3	632,7	723,6	837,8	912,3
Autres postes (net)	108,3	47,7	-160,6	-151,9	-149,2
<i>Source : BCEAO</i>					

Annexe 13 : Créances sur l'économie

CRÉANCES SUR L'ÉCONOMIE - BURKINA					
Encours en milliards de FCFA					
Poste	déc.-19	déc.-20	déc.-21	déc.-22	déc.-23
CRÉANCES DES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	2 916,2	3 188,5	3 553,9	4 114,5	4 321,2
Créances de la BCEAO	6,3	7,9	7,7	9,2	9,0
Crédits	6,2	7,7	6,8	7,4	6,5
Autres secteurs résidents	4,2	4,3	4,1	3,7	3,8
Secteur financier non-bancaire	2,0	3,4	2,8	3,7	2,7
Actions et autres participations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Créances des banques	2 909,8	3 180,6	3 546,2	4 105,3	4 312,2
Crédit bancaire	2 900,5	3 169,4	3 532,5	4 093,4	4 293,8
Secteur financier non-bancaire	11,9	11,0	36,7	49,6	56,5
Secteur public	231,9	239,9	289,0	374,3	353,2
Administration locale	21,1	3,0	0,0	15,1	5,4
Sociétés non-financières publiques	210,8	236,8	289,0	359,2	347,9
Secteur privé	2 656,7	2 918,5	3 206,9	3 669,5	3 884,1
Sociétés non-financières privées	1 367,4	1 572,6	1 717,7	1 927,0	2 134,7
Ménages et ISBLSM	1 289,3	1 345,9	1 489,2	1 742,5	1 749,4
Titres autres qu'actions	0,7	3,1	6,4	0,0	0,3
Secteur financier non-bancaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur public	0,7	2,2	0,0	0,0	0,0
Administration locale	0,7	1,8	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières publiques	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0
Secteur privé	0,0	1,0	6,4	0,0	0,3
Sociétés non financières privées	0,0	1,0	6,4	0,0	0,3
Actions et autres participations	3,9	4,7	4,1	4,0	4,0
Secteur financier non-bancaire	1,8	3,3	1,5	1,9	1,8
Secteur public	0,2	0,0	0,5	0,7	0,0
Sociétés non financières publiques	0,2	0,0	0,5	0,7	0,0
Secteur privé	1,9	1,4	2,1	1,4	2,2
Sociétés non financières privées	1,9	1,4	2,1	1,4	2,2

Source : BCEAO